

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.078/AG
DU 25 AOÛT 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 24 juillet 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur un projet de loi "relatif à la réforme de la cour d'assises" (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-2127/1),

a donné l'avis suivant:

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.078/AV
VAN 25 AUGUSTUS 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling Wetgeving, op 24 juli 2009 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen ^(*), van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot hervorming van het hof van assisen" (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, nr 52-2127/1),

heeft het volgende advies gegeven:

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

I. Observation préalable

Compte tenu de l'ampleur du projet de loi examiné et du délai dans lequel il a été demandé que le présent avis soit remis, la section de législation du Conseil d'État a été contrainte de se limiter à un examen non exhaustif du projet de loi, même en ce qui concerne les éléments énumérés à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État. La section de législation s'est attachée à l'examen des aspects essentiels de la réforme proposée, à savoir la répartition des compétences entre la cour d'assises et le tribunal correctionnel, ainsi que la motivation de la décision du jury.

Compte tenu du fait que, sur plusieurs aspects, le projet repose, moyennant les modifications découlant de la réforme entreprise, sur les textes qui régissent actuellement le droit applicable à la cour d'assises ¹, l'avis ne portera en principe pas sur celles des dispositions qui reproduisent ces textes ou qui s'appuient sur la méthode suivie par le législateur pour l'adoption de ces derniers ².

Dans ce contexte, l'absence d'observation concernant l'une ou l'autre disposition ne signifie pas que le texte en projet ne soit ni critiquable ni perfectible ni que, lorsqu'une observation est formulée, elle soit exhaustive. Dans ces conditions, le silence gardé par la section de législation sur une disposition ne pourra servir d'élément d'interprétation ou d'appréciation du projet.

Pour les mêmes raisons, la section de législation n'a pas examiné de manière systématique la rédaction des phrases liminaires des nombreuses dispositions modificatives du projet.

(1) Cette réserve résulte également du fait que la plupart des interrogations qui ont pu surgir dans la pratique à la lecture des textes actuels ont fait l'objet d'une jurisprudence qu'il aurait fallu examiner de manière approfondie pour émettre des considérations pertinentes, ce que le délai imparti n'a pas permis.

(2) Cette réserve vaut notamment pour la méthode consistant à énoncer dans le titre II du Code d'instruction criminelle consacré à la cour d'assises des dispositions qui, comme celles figurant aux articles 60 et suivants du projet à l'examen, portent sur des questions allant au-delà du fonctionnement de cette cour (voir actuellement les articles 275 et suivants du Code d'instruction criminelle).

II. La portée du projet

1. Le projet de loi soumis pour avis entend réformer la procédure devant la cour d'assises. Les principales orientations de cette réforme sont brièvement retracées ci-après.

2. Le projet apporte des modifications à la compétence de la cour d'assises. Dans le système actuellement en vigueur, elle est en principe compétente pour les crimes, ainsi que les délits politiques et de presse. En pratique, la compétence à l'égard de chacun de ces délits est toutefois largement vidée de sa substance. Pour ce qui concerne les crimes, la compétence de la cour d'assises est, en raison de la correctionnalisation à grande échelle, réduite *de facto* aux crimes non susceptibles de correctionnalisation, à savoir les faits punissables d'une peine de réclusion dépassant vingt ans ³.

3. Selon le projet soumis pour avis, la cour d'assises est compétente pour les crimes pour lesquels la peine prévue par la loi excède vingt ans de réclusion, à l'exception d'un certain nombre de crimes ⁴ et à l'exception des cas où la chambre des mises en accusation applique l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes ⁵. La compétence de la cour d'assises en matière de délits politiques et de presse ne subit pas de modification.

4. Le projet entend également veiller à ce que la cour d'assises motive sa décision. Après que le jury a émis une déclaration sur la culpabilité, la cour et les jurés se retirent immédiatement dans la chambre des délibérations. Sans devoir répondre à l'ensemble des conclusions déposées, ils formulent les principales raisons qui ont conduit à la décision sur la culpabilité ou l'innocence. La décision est signée par le président et le greffier.

(3) Cette règle connaît de nombreuses exceptions (voir également C. VAN DEN WYNGAERT, *Strafrecht, strafprocesrecht en internationaal strafrecht in hoofdlijnen*, Antwerpen, Maklu, 2006, p. 595).

(4) Article 13 du projet.

(5) Article 18 du projet.

5. La composition de la cour d'assises est modifiée. Dans le système en vigueur, elle comprend toujours un président et deux assesseurs et elle est assistée par un jury. Le projet soumis pour avis prévoit que la cour d'assises comprend un président ou un président et deux assesseurs et est assistée par un jury ⁶.

6. La composition du jury est également modifiée. Les conditions actuelles pour être désigné comme juré sont les suivantes: être inscrit sur la liste électorale, disposer de ses droits civils et politiques, avoir atteint l'âge de trente ans et avoir moins de soixante ans, savoir lire et écrire. Le projet soumis pour avis entend principalement porter les limites d'âge à respectivement vingt et un et soixante-cinq ans et ajouter une condition, à savoir n'avoir subi aucune condamnation pénale de plus de quatre mois ou à une peine de travail de plus de soixante heures.

7. En outre, le projet propose des mesures visant à moderniser et alléger la procédure. Alors que dans le système en vigueur, une chambre de la cour d'appel était tenue de se réunir en chambre du conseil et de statuer sur les réquisitions du procureur général, cette tâche revient à présent à la chambre des mises en accusation.

8. Une autre nouveauté importante est l'organisation d'une audience préliminaire contradictoire, sans jury, au cours de laquelle le président peut charger la chambre des mises en accusation de contrôler l'application des méthodes particulières de recherche, d'observation ou d'infiltration, en application de l'article 235^{ter} du Code d'instruction criminelle, et destinée à composer la liste des témoins.

9. Le projet comporte par ailleurs un certain nombre de modifications techniques.

En outre, la partie du Code d'instruction criminelle relative à la cour d'assises est largement renumérotée en fonction des modifications adoptées dans le projet.

⁽⁶⁾ Article 199 du projet remplaçant l'article 119 du Code judiciaire; voir également l'article 31 du projet modifiant l'article 231 du Code d'instruction criminelle.

III. Observations générales

A. Les compétences respectives de la cour d'assises et du tribunal correctionnel

A.1. La situation actuelle

La compétence de la cour d'assises est déterminée par l'article 150 de la Constitution qui dispose que

"le jury est établi en toutes matières criminelles et pour les délits politiques et de presse, à l'exception des délits de presse inspirés par le racisme et la xénophobie".

Comme la réforme en projet ne porte que sur les matières criminelles, il ne sera plus fait mention dans la suite de l'avis des délits politiques et de presse.

La notion de "crime" est définie par le Code pénal à l'article 1^{er}:

"l'infraction que les lois punissent d'une peine criminelle est un crime".

C'est donc la peine telle qu'elle est établie par la loi ⁷ et telle qu'elle est ensuite appliquée par le juge qui détermine la nature de l'infraction ⁸.

Par ailleurs, la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes - modifiée depuis lors à de nombreuses reprises - permet à la juridiction d'instruction (chambre du conseil et chambre des mises en accusation) et au ministère public de "correctionnaliser" les crimes par l'admission des circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse au bénéfice de l'inculpé. L'affaire est alors portée devant le tribunal

(7) Les peines criminelles principales sont la réclusion à perpétuité ou à temps ainsi que la détention à perpétuité et ou à temps (articles 8 à 12 du Code pénal). La réclusion à temps et la détention à temps s'étendent, en quatre catégories, de cinq à trente ans (articles 9 et 11 du Code pénal)

(8) Si la cour d'assises, faisant application des circonstances atténuantes comme le permet l'article 80 du Code pénal, inflige une peine correctionnelle à l'accusé, le crime devient un délit, même si sa qualification demeure inchangée.

correctionnel, lequel ne pourra prononcer qu'une peine correctionnelle ⁹. La "correctionnalisation" des crimes n'est possible que pour les crimes punissables d'une peine n'excédant pas vingt ans de réclusion ainsi que pour six autres crimes énumérés à l'article 2, alinéa 3, de la loi du 4 octobre 1867 précitée, qui sont punissables d'une peine supérieure à vingt ans de réclusion. Dans la pratique ces crimes sont quasiment toujours correctionnalisés.

La procédure de la "correctionnalisation" des crimes est conforme à l'article 150 de la Constitution puisqu'ils sont en l'occurrence transformés en délits par l'application des circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse.

A.2. La réforme en projet

A.2.1. L'économie générale du projet

Abandonnant l'application systématique de la correctionnalisation de certains crimes par l'admission des circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse et soucieux par ailleurs de réduire dans une certaine mesure la liste des crimes jugés par la cour d'assises, le projet opte pour la répartition des crimes en trois catégories:

- 1/ la première groupe les crimes qui, en vertu de la loi, font l'objet d'une attribution directe de compétence au tribunal correctionnel,
- 2/ la deuxième groupe d'autres crimes à propos desquels la chambre des mises en accusation peut décider de les renvoyer au tribunal correctionnel en admettant les circonstances atténuantes ou une cause d'excuse, et
- 3/ la troisième catégorie groupe les crimes qui seront jugés par la cour d'assises: il s'agit des crimes non visés au 1/, ainsi que des crimes visés au 2/ qui n'ont pas fait l'objet

(9) Article 2, alinéa 2, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes. En vertu de l'article 25 du Code pénal, la durée de l'emprisonnement correctionnel est de cinq ans au plus. Elle est de dix ans au plus s'il s'agit d'un crime punissable de la réclusion de dix à quinze ans ou d'une peine plus grave. Pour être complet, il y a lieu de préciser que l'application des règles sur la récidive (article 56 du Code pénal) et sur le concours matériel de délits (article 60 du Code pénal) permet de dépasser ce plafond de dix ans.

d'une admission des circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse par la chambre des mises en accusation; ainsi l'article 216^{novies} en projet du Code d'instruction criminelle (article 18 du projet) précise que

"la cour d'assises connaît des crimes pour lesquels la peine prévue par la loi excède vingt ans de réclusion, à l'exception des crimes visés à l'article 179, alinéa 2, 1/ à 8/, [du Code d'instruction criminelle], et à l'exception des cas où la chambre des mises en accusation applique l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes".

A.2.2. L'attribution directe de la compétence au tribunal correctionnel pour juger certains crimes

En vertu de l'article 179 en projet du Code d'instruction criminelle (article 13 du projet), le tribunal correctionnel connaît désormais des crimes dont la peine n'excède pas vingt ans de réclusion ainsi que de huit autres crimes énumérés à l'alinéa 2, 1/ à 8/, de la même disposition. Ces huit crimes sont d'abord les six crimes pour lesquels la correctionnalisation est déjà possible actuellement en vertu de l'article 2, alinéa 3, 2/ à 7/, de la loi du 4 octobre 1867 précitée¹⁰ et ensuite deux autres crimes qui sont ajoutés à cette liste: l'entrave méchante à la circulation qui a causé la mort d'une personne (article 408 du Code pénal) et le faux témoignage qui aura provoqué la condamnation d'une personne à la réclusion à perpétuité (article 216, alinéa 2, du Code pénal).

Dès lors que le projet limite la compétence de la cour d'assises au jugement de certains crimes et qu'il attribue une compétence au tribunal correctionnel pour juger des autres crimes, il est indispensable d'adapter en conséquence le texte de l'article 150 de la Constitution. Les travaux préparatoires du projet en conviennent¹¹. En effet, puisque l'article 150 de la Constitution rend la cour d'assises compétente pour tous les crimes, le transfert au tribunal correctionnel de la compétence de juger certains crimes ne peut se

⁽¹⁰⁾ Voir toutefois l'observation n/ 3 formulée sur l'article 13 du projet.

⁽¹¹⁾ D'ailleurs, le Sénat a voté le 16 juillet 2009 le texte révisé de l'article 150 de la Constitution (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 52-2126/1).

faire sans une modification constitutionnelle ¹². C'est sous la condition de cette révision de la Constitution que le projet sera examiné.

Comme indiqué ci-dessus, désormais, le projet attribue directement une compétence aux tribunaux correctionnels pour juger les auteurs de certains crimes et pour prononcer à leur égard des peines qui peuvent être des peines criminelles ¹³, sans toutefois pouvoir excéder vingt ans de réclusion (article 13 du Code pénal en projet et article 179, dernier alinéa, en projet du Code d'instruction criminelle - articles 2 et 13 du projet).

La réforme emporte des effets radicalement différents de ceux procurés par le mécanisme de la correctionnalisation de certains crimes que la législation actuelle connaît. En effet, le tribunal correctionnel peut prononcer désormais des peines criminelles, c'est-à-dire des peines privatives de liberté d'une durée plus longue que celle des peines d'emprisonnement pouvant être prononcées actuellement en cas de "correctionnalisation" des crimes ¹⁴.

Cette aggravation implicite de la peine par comparaison avec le système en vigueur apparaît comme une conséquence logique du système en projet; il n'en demeure

(12) Certes, une autre solution - partielle toutefois - pourrait consister dans la modification des dispositions pertinentes du livre premier, chapitre II, du Code pénal, notamment de ses articles 7, 11 et 25, afin de décider que les peines criminelles de la réclusion à temps jusqu'à vingt ans au plus deviendront à l'avenir des peines correctionnelles et que ces crimes deviendront en conséquence des délits. Mais ce changement aurait bien d'autres conséquences. Les règles relatives à la tentative (articles 51 à 53 du Code pénal), au concours d'infractions (articles 58 à 65 du Code pénal), à la récidive (articles 54 à 57 du Code pénal), aux peines accessoires d'interdiction et de privation des droits (articles 31 à 33 du Code pénal), aux circonstances atténuantes (articles 79 à 85 du Code pénal), à la prescription de la peine (articles 91 et 92 du Code pénal), à la prescription de l'action publique (articles 21 et 21bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale), à la citation directe de la partie civile (article 182 du Code d'instruction criminelle), etc., seraient nécessairement affectées par le déclassement de ces peines et donc de ces infractions. Par ailleurs, on voit mal comment il serait possible, sans méconnaître le principe constitutionnel d'égalité, d'étendre ce raisonnement aux huit crimes énumérés à l'article 179, alinéa 2, en projet, qui sont punis d'une peine dépassant vingt ans de réclusion.

(13) Certes, comme toute juridiction de jugement, le tribunal correctionnel peut admettre les circonstances atténuantes et réduire la peine conformément à l'article 80 du Code pénal.

(14) Voyez la note 9, ci-dessus.

pas moins que le législateur doit réfléchir à cette conséquence et doit vérifier à l'occasion de la présente réforme s'il ne faut pas revoir l'échelle des peines de ces infractions qualifiés crimes.

La réforme produira d'autres effets juridiques puisque toutes les règles de droit pénal général et de droit de la procédure spécifiques aux crimes s'appliqueront.

Le juge correctionnel devra appliquer, selon le cas, les règles particulières relatives aux délits ou celles relatives aux crimes. Il en ira ainsi notamment de la prescription de l'action publique concernant les crimes jugés par le tribunal correctionnel, qui sera désormais de dix ans et non plus de cinq ans ¹⁵. Sur ce point aussi, le législateur devra se pencher sur l'opportunité de prolonger le délai de prescription pour les crimes en question.

A.2.3. L'attribution à la chambre des mises en accusation du pouvoir de renvoyer au tribunal correctionnel les auteurs de certains autres crimes

Outre les compétences en matière criminelle du tribunal correctionnel résultant d'une attribution directe de compétence par la loi, le tribunal correctionnel pourrait connaître, selon le projet à l'examen, d'une autre catégorie de crimes, soit ceux qui lui sont renvoyés par admission des circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse par la chambre des mises en accusation. Actuellement, les crimes qui figurent dans cette liste ne sont pas "correctionnalisables" parce que la peine prévue par la loi excède en l'occurrence vingt ans de réclusion et qu'ils ne figurent pas dans la liste de l'article 2, alinéa 3, de la loi du 4 octobre 1867 précitée. Par ailleurs, le projet réserve ce pouvoir à la chambre des mises en accusation et ne l'accorde ni à la chambre du conseil ni au ministère public. Enfin, si l'admission des circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse autorise en l'espèce le renvoi de l'inculpé au tribunal correctionnel, le fait

⁽¹⁵⁾ Article 21, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale. Concernant les autres effets, voir la note 12 ci-dessus.

demeure un crime ¹⁶ et le tribunal correctionnel n'est plus tenu de ne prononcer qu'une peine correctionnelle ¹⁷ mais peut prononcer au contraire une peine criminelle qui n'excédera toutefois pas vingt ans de réclusion ¹⁸.

Sur ce point également, il appartient au législateur d'examiner si telle est bien son intention.

A.2.4. La conformité du projet au principe constitutionnel d'égalité

Le projet répartit les crimes en trois catégories. La question se pose de savoir si cette classification respecte le principe d'égalité.

S'il appartient certes au législateur de faire les choix de politique criminelle, encore faut-il que les différences qu'il établit aient une justification objective.

Il n'a toutefois pas été possible au Conseil d'État d'examiner si la présence de chacun des crimes visés dans l'une des trois catégories désormais créées par le législateur répondait ou non à des raisons objectives.

Cependant, quelques observations peuvent être formulées à titre d'exemple.

Pourrait-on justifier au regard des articles 10 et 11 de la Constitution que le projet traite de manière différente des situations que les articles 347*bis*, § 4, 1/, et 473, alinéa 3, du Code pénal traitent, au contraire et chacun de leur côté, de manière identique ?

⁽¹⁶⁾ Voir aussi l'article 8 du projet, qui remplace l'article 21, alinéa 2, de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale et qui maintient le délai de prescription de l'action publique de quinze ans pour ces crimes, même si la chambre des mises en accusation admet en l'espèce les circonstances atténuantes ou la cause d'excuse.

⁽¹⁷⁾ Voir l'article 2 en projet de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes (article 218 du projet).

⁽¹⁸⁾ Article 13 en projet du Code pénal (article 2 du projet).

Ainsi, l'article 347bis, § 4, 1/, du Code pénal punit de la réclusion à perpétuité l'auteur de la prise d'otage si elle a causé à l'otage "soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente physique ou psychique, soit la perte complète de l'usage d'un organe, soit une mutilation grave, soit la mort". Par ailleurs, l'auteur d'un vol avec violences ou menaces ainsi que l'auteur d'une extorsion, lorsque ces crimes commis dans les circonstances visées à l'article 472 du Code pénal, ont causé à la victime "soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente physique ou psychique, soit la perte complète de l'usage d'un organe, soit une mutilation grave", sont punis de la réclusion de vingt à trente ans (article 473, dernier alinéa du même Code). Aucune de ces deux dispositions du Code pénal ne fait de distinction quant à la peine entre les différentes conséquences qui viennent d'être énumérées.

Par contre, sur le plan de la compétence de la juridiction, le projet attribue compétence au tribunal correctionnel si la conséquence est une incapacité permanente physique ou psychique alors qu'il attribue compétence à la cour d'assises, mais avec possibilité pour la chambre des mises en accusation de renvoyer au tribunal correctionnel par admission des circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse, si les conséquences sont soit une maladie paraissant incurable, soit la perte complète de l'usage d'un organe, soit une mutilation grave.

Le législateur est invité à indiquer les raisons objectives qui justifient selon lui cette différence de traitement. Il est renvoyé pour le surplus à l'observation n/ 2 faite sous le n/A.2.5, ci-après.

A.2.5. La conformité du projet au principe de la légalité de la procédure pénale

1. Le principe de la légalité de la procédure pénale, tel qu'il est consacré par les articles 12, 13 et 14 de la Constitution et les articles 5, § 1, a) et c), et 6, § 1, de la Convention européenne des droits de l'homme, ne s'oppose pas à ce que les auteurs d'infractions relevant d'une même qualification pénale soient renvoyés tantôt devant la cour d'assises, tantôt devant le tribunal correctionnel, pour autant qu'existent des critères légaux suffisamment précis permettant de déterminer vers quelle juridiction s'effectuera le renvoi. L'application des circonstances atténuantes s'inscrit dans un mouvement continu de la politique criminelle poursuivie par le législateur, qui consiste à individualiser la peine et à conférer au juge ce pouvoir d'appréciation et de décision dans les limites fixées par la loi.

La section de législation du Conseil d'État n'a pas pu vérifier la liste complète des crimes qui sont visés à l'article 179 en projet du Code d'instruction criminelle et à l'article 2 en projet de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes (articles 13 et 218 du projet) et se limitera à mentionner les deux exemples suivants.

En premier lieu, le meurtre, qui est puni en vertu de l'article 393 du Code pénal de la réclusion de vingt à trente ans, relève de la compétence de la cour d'assises en vertu de l'article 216*novies* en projet du Code d'instruction criminelle. L'article 2 en projet de la loi du 4 octobre 1867 précitée, tel qu'il résulte de l'article 218 du projet, prévoit en son alinéa 1^{er}, 1/, que la tentative de crime relevant de la compétence de la cour d'assises peut faire l'objet d'un renvoi au tribunal correctionnel par décision de la chambre des mises en accusation considérant que l'inculpé a des circonstances atténuantes ou une cause d'excuse. Or, la tentative de meurtre est, en vertu des articles 52 et 80, alinéa 2, du Code pénal, punie de la réclusion de quinze à vingt ans et tous les crimes punis de la réclusion jusqu'à vingt ans sont attribués directement à la compétence du tribunal correctionnel en vertu de l'article 179, alinéa 2, en projet du Code d'instruction criminelle. Voilà donc un crime pour lequel deux régimes juridiques distincts et incompatibles sont proposés.

Le second exemple est le suivant. Le viol commis sur un mineur âgé de moins de dix par un auteur dont le mobile est l'un de ceux qui figurent à l'article 377*bis* du Code pénal, est puni de la réclusion de vingt-deux ans à trente ans ¹⁹. Or ce crime relève désormais de la compétence du tribunal correctionnel, lequel ne pourra prononcer une peine excédant vingt ans de réclusion. Il est certes conforme à la philosophie de l'institution du jury populaire que, dans un système judiciaire comportant d'une part un jury et d'autre part un tribunal correctionnel, les peines les plus lourdes soient seules prononcées par le jury. Mais il est par ailleurs singulier que la règle de répartition des compétences entre les juridictions entraîne pour conséquence que la peine prévue par la loi ne pourra jamais être prononcée par le juge. L'observation pourrait être étendue aux autres crimes énumérés à l'article 179, alinéa 2, 1/ à 5/, 7/ et 8/, en projet du Code d'instruction criminelle.

⁽¹⁹⁾ Articles 375, dernier alinéa, et 377*bis* du Code pénal.

2. Ce dernier exemple illustre une importante difficulté, qui résulte de la méthode adoptée par le projet. Celui-ci laisse inchangées les dispositions matérielles énonçant les peines supérieures à vingt ans de privation de liberté applicables à la plupart des crimes mentionnées à l'article 179, alinéa 2, 1/ à 8/, en projet du Code d'instruction criminelle (article 13 du projet) ²⁰, tout en limitant à vingt ans de réclusion les condamnations pouvant être prononcées par le tribunal correctionnel pour ces faits; cette disposition n'a de sens que dans la mesure où elle s'applique aux crimes mentionnés en tant qu'ils sont punis d'un minimum de vingt ans de privation de liberté ²¹. C'est donc une disposition inscrite dans un dispositif législatif portant sur la compétence et la procédure qui règle en réalité le niveau maximum de la peine pouvant être effectivement prononcée. Elle modifie ainsi de manière implicite les dispositions qui, contenant les incriminations, constituent le siège naturel des règles portant le niveau des peines qui s'y attachent.

Le même constat doit être fait en ce qui concerne l'incohérence résultant du maintien, dans plusieurs des dispositions pénales énoncées à l'article 179, alinéa 2, 1/ à 8/, en projet (article 13 du projet), de peines supérieures à vingt ans de privation de liberté, au regard de la disposition nouvelle insérée par l'article 2 du projet à l'article 13 du Code pénal, aux termes duquel, "[d]ans les affaires criminelles relevant de la compétence du tribunal correctionnel, la peine criminelle est de quinze à vingt ans de réclusion au maximum".

Pareils procédés, outre qu'ils manquent de clarté et qu'ils instituent des incohérences législatives, empêchent le législateur de se prononcer de manière éclairée, dans le respect du principe d'égalité, sur le niveau des peines qu'il estime devoir attacher à chaque incrimination. Il ne suffit en effet pas, pour que ce principe soit respecté, que le niveau théorique des peines inscrites dans le Code pénal respecte ce principe dès lors que les peines pouvant légalement être appliquées se situent en réalité, quant à leur maximum, à un niveau inférieur.

(20) Il conviendrait d'ailleurs que ces renvois soient plus précis, pour mentionner les subdivisions pertinentes des articles mentionnés, c'est-à-dire celles dans lesquelles il est question de peines allant au-delà de vingt ans de privation de liberté. Ainsi, à l'article 179, alinéa 2, 1/ et 2/, en projet, il conviendrait - semble-t-il - de renvoyer respectivement aux articles 347bis, § 4, et 473, alinéa 3, du Code pénal.

(21) Voir la note précédente.

Si le législateur dispose en matière de politique criminelle d'un très large pouvoir d'appréciation, il importe qu'il puisse la mener de manière cohérente et selon des modalités telles qu'il puisse appréhender en pleine connaissance de cause les incidences des réformes qu'il adopte sur l'arsenal pénal envisagé dans sa globalité, au regard notamment du respect du principe d'égalité.

B. La motivation des décisions du jury portant sur la culpabilité de l'accusé

B.1. La situation actuelle

En vertu des articles 336 et suivants du Code d'instruction criminelle, le jury est appelé à répondre par oui ou par non à chacune des questions posées par le président de la cour d'assises. Aucun commentaire n'est joint au résultat du vote. Il en résulte que la décision sur la culpabilité de l'accusé n'est pas autrement motivée.

Cette situation est apparue critiquable car elle ne fournit à l'accusé aucune explication sur le verdict du jury.

B.2. L'arrêt *Taxquet* de la Cour européenne des droits de l'homme

Dans son arrêt *Taxquet c. Belgique* du 13 janvier 2009, la Cour européenne des droits de l'homme a décidé que l'absence de motivation de la réponse du jury aux questions posées a pour conséquence que le procès, à l'issue duquel l'accusé a été condamné, n'avait pas été équitable au sens de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

La motivation de l'arrêt de la Cour européenne contient notamment les précisions suivantes:

"40. [...] [L]es décisions judiciaires doivent indiquer de manière suffisante les motifs sur lesquels elles se fondent. L'étendue de ce devoir peut varier selon la nature de la décision et doit s'analyser à la lumière des circonstances de chaque espèce [...]. Si l'article 6, paragraphe premier, [de la Convention européenne des droits de l'homme] oblige les tribunaux à motiver leurs décisions, cette obligation ne peut se comprendre comme exigeant une réponse détaillée à chaque argument [...].

41. L'exigence de motivation doit aussi s'accommoder de particularités de la procédure, notamment devant les cours d'assises où les jurés ne doivent pas motiver leur intime conviction.

.../...

[...]

43. [...] Dans sa jurisprudence, la Cour ne cesse d'affirmer que la motivation des décisions de justice est étroitement liée aux préoccupations du procès équitable car elle permet de préserver les droits de la défense. La motivation est indispensable à la qualité même de la justice et constitue un rempart contre l'arbitraire [...]"²².

B.3. La jurisprudence récente de la Cour de cassation

Prenant en considération cet arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme, un arrêt du 10 juin 2009 (P.09.0547.F) de la Cour de cassation a énoncé que la décision du jury sur l'accusation doit mettre en avant les considérations qui ont convaincu le jury de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé et doit indiquer les raisons concrètes pour lesquelles il a été répondu positivement ou négativement à chacune des questions²³. La Cour de cassation a jugé que

"la seule affirmation que le demandeur est coupable de meurtre et qu'il n'y a pas lieu de l'en excuser ne révèle pas les raisons concrètes pour lesquelles la qualification contestée par le demandeur a été jugée établie, et ne permet pas à la Cour de vérifier notamment si la condamnation est fondée dans une mesure déterminante sur le témoignage anonyme recueilli à charge de l'accusé ou si elle prend appui sur d'autres modes de preuve qui le corroborent conformément à l'article 341, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle".

Constatant que l'arrêt de la cour d'assises ne contenait pas ces précisions, cette décision a été cassée par l'arrêt précité de la Cour de cassation.

⁽²²⁾ Cour eur. dr. h., *Taxquet c. Belgique*, 13 janvier 2009, req. n/ 926/05.

⁽²³⁾ *J.T.*, 2009, pp. 431 et s., et les conclusions de l'Avocat général D. VANDERMEERSCH.

B.4. La réforme en projet

1. L'article 334 en projet du Code d'instruction criminelle (article 151 du projet) dispose ce qui suit pour ce qui concerne la procédure après la lecture des réponses du jury:

"La cour et les jurés se retirent ensuite immédiatement dans la chambre des délibérations.

Sans devoir répondre à l'ensemble des conclusions déposées, ils formulent les principales raisons qui ont conduit à la décision sur la culpabilité ou l'innocence.

La décision est signée par le président et le greffier".

Cette disposition en projet est conforme à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme telle qu'elle procède de l'arrêt *Taxquet c. Belgique* du 13 janvier 2009. Selon la Cour européenne en effet,

"Sans au moins un résumé des principales raisons pour lesquelles la cour d'assises s'est déclarée convaincue de la culpabilité du requérant, celui-ci n'était pas à même de comprendre – et donc d'accepter – la décision de la juridiction. Cela revêt toute son importance en raison du fait que le jury ne tranche pas sur base du dossier mais sur base de ce qu'il a entendu à l'audience. Il est donc important, dans un souci d'expliquer le verdict à l'accusé mais aussi à l'opinion publique, au «peuple», au nom duquel la décision est rendue, de mettre en avant les considérations qui ont convaincu le jury de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé et d'indiquer les raisons concrètes pour lesquelles il a été répondu positivement ou négativement à chacune des questions"²⁴.

Cette disposition est également conforme, ainsi que l'a exposé le Ministre de la Justice, à

"la spécificité de la procédure d'assises. Il ne faut pas nécessairement répondre à tous les arguments - ce qui risque d'ailleurs d'être impossible -, mais seulement mentionner les raisons principales qui ont mené à la décision"²⁵.

(24) Cour eur. dr. h., 13 janvier 2009, *Taxquet c. Belgique*, req. n/ 926/05, *J.T.*, 2009, p. 284, obs. J. VAN MEERBEECK. Cette affaire a fait l'objet d'un renvoi devant la Grande Chambre de la Cour sur la base de l'article 43 de la Convention européenne des droits de l'homme mais, dès à présent, la Cour de cassation a tenu compte de l'autorité de chose interprétée qui s'attache actuellement à l'arrêt du 13 janvier 2009 de la Cour européenne des droits de l'homme (Cass., 10 juin 2009, *J.T.*, 2009, p. 431 et les conclusions l'avocat général D. VANDERMEERSCH).

(25) Rapport fait au nom de la commission de la Justice du Sénat par MM. F. DELPÉRÉE et T. VAN PARYS, *Doc. Parl.*, Sénat, 2008-2009, n/ 4-924/4, p. 252.

Parmi les particularités de la procédure devant la cour d'assises, le caractère oral doit être souligné, le jury ne tranchant pas sur la base d'un dossier mais sur la base de ce qu'il a entendu à l'audience ^{26 27}.

Enfin cette disposition est en adéquation avec le cadre à la fois limité et balisé dans lequel s'inscrit la motivation des décisions du jury portant sur la culpabilité de l'accusé:

- les incidents procéduraux au sens large sont tranchés par la cour en amont ²⁸;
- l'attention des jurés est attirée sur leur mission par le serment qu'ils prêtent ²⁹ et par les consignes reçues avant qu'ils ne délibèrent ³⁰;

(26) Cour eur. dr. h., 13 janvier 2009, *Taxquet c. Belgique*, précité, § 48.

(27) En droit commun, le contenu de l'obligation de motivation est déterminé par celui des conclusions des parties. Or, par définition, cette dimension fait défaut lorsqu'il s'agit du jury qui, en raison de l'oralité de la procédure, n'a pas à répondre aux écritures du procès. On ne peut donc transposer à la motivation des décisions du jury, portant sur la culpabilité de l'accusé, les règles relatives à la motivation par les autres juridictions de jugement (sur ces règles en matière pénale, voir not. M. FRANCHIMONT, A. JACOBS et A. MASSET, *Manuel de procédure pénale*, 3^e éd., Collection de la Faculté de droit de l'Université de Liège, Larcier, pp. 738 et s.; voir aussi l'étude générale de S. MOSSELMANS, "Invulling dan wel bijsturing van de motiveringsverplichting teneinde de gerechtelijke achterstand te verhelpen", in *Verslag van het Hof van Cassatie*, 2008, pp. 225 et s. (version française: même ouvrage, "Interprétation ou adaptation de l'obligation de motivation en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire", pp. 212 et s.)).

(28) Voir ainsi les articles 279, 291 et 321 en projet du Code d'instruction criminelle.

(29) Article 290, alinéa 2, en projet du Code d'instruction criminelle.

(30) Article 326, alinéas 2 et 3, et 327, alinéa 3, en projet du Code d'instruction criminelle.

- les jurés sont appelés à répondre aux questions posées telles qu'elles procèdent des articles 322 à 325 en projet du Code d'instruction criminelle; des questions subsidiaires peuvent être suscitées notamment à la demande des parties ³¹;
- il y a enfin le palliatif prévu à l'article 336 en projet du Code d'instruction criminelle, permettant à la cour de renvoyer l'affaire à une audience ultérieure pour être soumise à un nouveau jury et à une nouvelle cour dans la mesure où "la Cour est unanimement convaincue, lors de la rédaction de la motivation, que les jurés se sont manifestement trompés dans l'affaire même, concernant les principales raisons ayant mené à la décision sur la culpabilité" ³².

Ainsi, en principe, ce système spécial de motivation, plus léger que celui prévu par l'article 780, alinéa 1^{er}, 3/ du Code judiciaire ³³, n'appelle pas d'observation. Conforme à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, il ne méconnaît pas l'article 149 de la Constitution, dont le texte se limite à énoncer le principe de l'exigence de la motivation sans en fixer le contenu et les modalités.

2. Le Conseil d'État estime toutefois devoir formuler deux observations concernant cette disposition.

Dès lors que, conformément aux articles 322 et suivants en projet du Code d'instruction criminelle (articles 138 et suivants du projet), le jury est appelé à répondre à des questions, il y a lieu de mentionner, plus précisément, que la cour et les jurés formulent les principales raisons qui ont conduit le jury à répondre positivement ou

(31) M. FRANCHIMONT, A. JACOBS et A. MASSET, *op. cit.*, p. 840. La note du professeur R. ERGEC jointe en annexe au document parlementaire n/ 4-924/4 du Sénat (2008-2009) précise également que "le caractère précis des questions posées au jury exigé par la proposition en examen peut, il est vrai, permettre au Président d'intégrer dans ces questions les principaux arguments de la défense quant à la culpabilité. Dans ses réponses, le jury peut ainsi être amené à répondre indirectement aux conclusions".

(32) Les mots "dans l'affaire même" ne sont pas clairs. Il y a lieu de les remplacer par une expression traduisant plus précisément l'intention du législateur.

(33) En vertu de l'article 2 du Code judiciaire, ce dernier Code ne s'applique pas à la procédure pénale lorsque celle-ci est régie par les dispositions légales non expressément abrogées ou par les principes de droit dont l'application n'est pas compatible avec celle des dispositions dudit Code.

négativement à chacune des questions³⁴. Il n'y a pas lieu, comme pourrait le laisser penser le texte en projet, de faire une distinction entre les questions portant sur la culpabilité et celles portant sur d'autres éléments, notamment les circonstances aggravantes ou les causes d'excuse. L'article 336 en projet (article 154 du projet) sera également adapté en ce sens.

En vertu de l'article 334, alinéa 3, en projet, "la décision est signée par le président et le greffier". Certes, il s'agit, en l'espèce, de la formalisation écrite de ce qui a été préalablement décidé par le jury, de telle sorte que l'on ne se trouve pas en présence d'une décision au sens strict du terme, la cour et les jurés ne faisant que fixer le contenu d'une motivation portant, pour l'essentiel, sur des éléments de fait et sur la régularité des preuves. Dans ce contexte, il semble justifié de ne pas prévoir la signature de cette décision par tous les membres du jury, dont la fonction n'est pas comparable à celle de la cour. En vue d'assurer la parfaite articulation avec le délibéré préalable du jury, il pourrait toutefois être prévu que cette décision est également signée par le président du jury agissant au nom de celui-ci.

C. L'absence d'appel contre un arrêt de la Cour d'assises

En vertu de l'article 355 en projet du Code d'instruction criminelle (article 178 du projet³⁵), les arrêts des cours d'assises "ne peuvent [...] être attaqués que par la voie de la cassation", sous réserve de l'opposition organisée par les articles 356 à 358 en projet (articles 179 à 183 du projet). Le projet ne prévoit donc pas d'appel des décisions des cours d'assises.

L'article 14, § 5, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, approuvé par la loi du 15 mai 1981, dispose que

"[t]oute personne déclarée coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi".

(34) Cour eur. dr. h., 13 janvier 2009, arrêt *Taxquet c. Belgique*, précité, § 48.

(35) Ainsi qu'il résulte du rapprochement avec l'objet des articles 176, 177, 179 et 180 du projet avec son article 178, celui-ci insère un article 354, et non un article 355, dans le Code d'instruction criminelle. Cette numérotation doit être modifiée.
.../...

La Belgique a néanmoins fait la déclaration suivante à l'égard de cette disposition:

"Quant au paragraphe 5 de [l'article 14], il ne s'appliquera pas aux personnes qui, en vertu de la loi belge, sont déclarées coupables ou condamnées en seconde instance à la suite d'un recours contre leur acquittement en première instance, ou qui, en vertu de la loi belge, sont directement déférées à une juridiction supérieure telle que la Cour de cassation, la Cour d'Appel, la Cour d'Assises" ³⁶.

En ne prévoyant pas d'appel des décisions des cours d'assises, le projet examiné ne viole donc pas le Pacte précité, tel qu'il est applicable à la Belgique.

Comme la procédure d'adoption et de publication de la loi d'assentiment au Protocole n° 7 à la Convention européenne des droits de l'homme, fait à Strasbourg le 22 novembre 1984, est en cours ³⁷, il convient de vérifier si la disposition à l'examen ne suscite pas de difficulté au regard de l'article 2, § 1, première phrase, de ce Protocole, aux termes duquel

"[t]oute personne déclarée coupable d'une infraction pénale par un tribunal a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité ou la condamnation".

Il résulte du rapport explicatif de cette disposition et de l'interprétation de la Cour européenne des droits de l'homme à propos de cet article 2 que l'examen d'une déclaration de culpabilité par une juridiction supérieure peut soit porter tant sur des questions de fait que de droit, soit se limiter aux seuls points de droit ³⁸. Or, le projet maintient la possibilité du pourvoi en cassation, qui porte sur les questions de droit suscitées par le déroulement de la procédure devant la cour d'assises.

(36) Annexe à la loi du 15 mai 1981 portant approbation des Actes internationaux suivants: a) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; b) Pacte international relatif aux droits civils et politiques, faits à New York le 19 décembre 1966, *Moniteur belge*, 6 juillet 1983, p. 8831.

(37) Le projet de loi portant assentiment au Protocole n° 7 à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, fait à Strasbourg le 22 novembre 1984 (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 3-1760/1) a été adopté par le Sénat et la Chambre des représentants (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 51-2812/2) mais la loi n'a pas encore été publiée au *Moniteur belge*, qui n'a pas davantage fait état de la ratification par le Roi dudit Protocole.

(38) Cour eur. dr. h., *Krombach c. France*, 13 février 2001, § 96; section de législation du Conseil d'État, avis n° 39.221/2 donné le 26 octobre 2005 sur un avant-projet de loi portant assentiment au Protocole n° 7 à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, fait à Strasbourg le 22 novembre 1984 (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n° 3-1760/1, pp. 22 à 28).

Le projet ne suscite donc sur ce point aucune difficulté au regard des engagements internationaux de la Belgique, tant ceux qui la lient déjà que ceux qui devraient la lier dans un avenir proche.

D. Le contrôle de la légalité de l'emploi des méthodes particulières de recherche, d'observation ou d'infiltration

Les articles 279 et 321 en projet du Code d'instruction criminelle (articles 80 et 136 du projet) sont relatifs aux incidents portant sur la légalité du contrôle de l'application des méthodes particulières de recherche, d'observation ou d'infiltration qui est confié par le président de la cour d'assises à la chambre des mises en accusation (à l'intervention du ministère public) et que cette chambre exerce ensuite en vertu de l'article 235^{ter} du Code d'instruction criminelle ³⁹.

L'article 279 en projet prévoit que ce contrôle peut avoir lieu lors de l'audience préliminaire de la cour d'assises sur la base d'éléments concrets qui sont apparus postérieurement au contrôle de la chambre des mises en accusation.

L'article 321 en projet prévoit également que ce contrôle de légalité peut avoir lieu ultérieurement, dans la phase de la procédure visée à la section 2 du livre II, titre II, chapitre VI, du Code, et intitulée "De l'audience au fond". Ce contrôle n'aura lieu que "[s]ur la base d'éléments nouveaux et concrets qui sont apparus pendant l'audience".

Ces deux dispositions ont une formulation quasiment identique. Toutefois, le contrôle s'opère à des moments différents, de sorte que l'article 321 prévoit une condition supplémentaire, à savoir que les éléments doivent être nouveaux par rapport au précédent contrôle juridictionnel.

(39) Ce contrôle doit être distingué du contrôle portant sur la régularité de la procédure qui a lieu en vertu de l'article 235^{bis} du Code d'instruction criminelle. Celui-ci est aménagé dans le projet à l'examen par l'article 101 (article 291 en projet du Code d'instruction criminelle). Par contre, le contrôle opéré sur la base de l'article 235^{ter} du Code d'instruction criminelle a ceci de particulier qu'il porte sur la légalité de l'usage des méthodes particulières de recherche, d'observation ou d'infiltration et que la chambre des mises en accusation a accès dans ce cadre au dossier confidentiel.

Les articles 279, alinéa 4, et 321, alinéa 4, en projet attribuent aussi à la Cour de cassation, en cas d'incident portant sur la légalité du contrôle des méthodes particulières de recherche, d'observation ou d'infiltration, le pouvoir de transmettre l'affaire au ministère public afin qu'il porte celle-ci devant la chambre des mises en accusation compétente, afin que cette chambre exerce le contrôle prévu à l'article 235^{ter} du Code d'instruction criminelle. Sur ce point, ces dispositions ne font que reproduire le texte de l'alinéa 4 de l'article 335^{bis} du Code d'instruction criminelle ⁴⁰ y inséré par l'article 5 de la loi du 16 janvier 2009 modifiant les articles 189^{ter}, 235^{ter}, 335^{bis} et 416 du Code d'instruction criminelle ⁴¹.

Cette disposition ne peut avoir un sens que si un pourvoi en cassation a été introduit à l'encontre de l'arrêt de la cour d'assises.

Il serait souhaitable que le législateur le précise expressément et indique quelle sera l'incidence de la vérification de la légalité de la mise en œuvre des méthodes particulières de recherche, d'observation ou d'infiltration effectuée par la chambre des mises en accusation sur la suite de la procédure devant la Cour de cassation, d'autant plus que le pourvoi n'est pas dirigé contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation.

Si l'intention du législateur consiste à ouvrir un pourvoi en cassation avant le prononcé de l'arrêt de la cour d'assises sur les questions mentionnées aux articles 279, alinéa 1^{er}, et 321, alinéa 1^{er}, en projet du Code d'instruction criminelle, les conditions précises de la saisine de la Cour de cassation, telle qu'elle est envisagée incidemment par l'alinéa 4 de cette disposition, doivent être énoncées, de même que la manière dont l'ensemble des procédures, devant la cour d'assises, devant la chambre des mises en accusation et devant la Cour de cassation, devront être articulées.

La disposition doit être réexaminée de manière approfondie à la lumière des présentes observations.

⁽⁴⁰⁾ L'article 153 du projet abroge l'article 335^{bis} du Code d'instruction criminelle.

⁽⁴¹⁾ La proposition devenue la loi du 16 janvier 2009 n'a pas fait l'objet d'un avis de la section de législation du Conseil d'État.

E. La loi du 15 mai 1838 sur le jury

Le Conseil d'État attire l'attention du législateur sur le fait que les articles 18 à 25 de la loi du 15 mai 1838 règlent les délibérations du jury.

Il serait souhaitable d'intégrer ces dispositions dans le Code d'instruction criminelle et d'abroger la loi du 15 mai 1838 précitée.

IV. Observations particulières

Article 5

(article 31 en projet du Code pénal)

1. En ce qui concerne le principe des déchéances automatiques de droits, il est renvoyé à l'avis 41.593/2 donné le 22 novembre 2006 sur un avant-projet de loi relatif à la suspension et à l'exclusion du droit de vote et des droits visés à l'article 31 du Code pénal en cas de condamnation pénale ⁴².

2. Sous cette réserve, il convient d'observer ce qui suit.

L'article 31, 4/, en projet du Code pénal, prévoit que

"Tous arrêts de condamnation à la réclusion ou à la détention à perpétuité et tous arrêts ou jugements à la réclusion pour un terme de dix à quinze ans ou à un terme supérieur prononceront, contre les condamnés, l'interdiction à perpétuité du droit:

[...]

4/ d'être juré [...]."

Cette interdiction du droit d'être juré est superflue au regard de l'article 217, 5/, en projet, du Code judiciaire (article 201 du projet), qui prévoit que, pour être porté sur la liste des jurés, on ne peut avoir subi aucune condamnation pénale à une peine d'emprisonnement de plus de quatre mois ou à une peine de travail de plus de soixante heures.

⁽⁴²⁾ *Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n/ 51-3005/4.

À l'article 31, 4/, du Code pénal, il convient de supprimer le mot "juré".

Article 13

(article 179 en projet du Code d'instruction criminelle)

1. En vertu de l'article 179, alinéa 2, 1/, en projet du Code d'instruction criminelle, l'article 347*bis* du Code pénal relève de la compétence du tribunal correctionnel lorsque la prise d'otages n'a causé aux otages qu'une incapacité permanente physique ou psychique, quel que soit l'âge de la personne prise comme otage. Pour bien comprendre la portée de la disposition, il faut, semble-t-il, considérer, par un argument *a fortiori*, que les prises d'otages n'ayant entraîné aucune conséquence spéciale mentionnée à l'article 347*bis*, § 4, du Code pénal sont également de la compétence du tribunal correctionnel.

La rédaction de la disposition devrait être clarifiée afin de lever toute ambiguïté.

2. À l'alinéa 2, 2/, en projet dans la version française, il faut écrire "incapacité" et non "capacité".

3. La rédaction de l'alinéa 2, 3/ et 6/, en projet s'inspire de celle de l'article 2, alinéa 3, 4/ et 7/, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes mais en y ajoutant la référence aux circonstances aggravantes mentionnées respectivement aux articles 514*bis* et 377*bis* du Code pénal, dispositions y insérées par les articles 39 et 33 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

Telles que les dispositions en projet sont rédigées, il n'apparaît pas clairement si elles tendent, comme on peut le supposer, à ajouter un cas dans lequel un comportement incriminé par les dispositions mentionnées relève de la compétence du tribunal correctionnel ou si elles ont pour objet, au contraire, à faire des circonstances aggravantes mentionnées une condition supplémentaire à l'octroi de la compétence à ce tribunal pour les crimes qui y sont mentionnés.

La rédaction devrait être revue afin d'éviter toute ambiguïté.

.../...

Article 31

(article 231 en projet du Code d'instruction criminelle)

1. En vertu de l'article 230, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, tel qu'il résulte des modifications qu'apporte l'article 30 du projet,

"[s]i la chambre des mises en accusation estime que l'inculpé doit être renvoyé à un tribunal de police ou à un tribunal correctionnel, elle prononcera le renvoi et indiquera le tribunal qui doit en connaître".

L'article 231, alinéa 1^{er}, en projet du Code d'instruction criminelle (article 31 du projet) dispose que,

"[s]'il s'agit d'un fait relevant de la compétence de la cour d'assises, et que la chambre des mises en accusation estime que les charges sont suffisantes pour motiver la mise en accusation, elle ordonnera le renvoi de l'inculpé devant la cour d'assises".

Cette disposition ne tient pas compte de la possibilité de "correctionnalisation" prévue par l'article 2 de la loi du 4 octobre 1897 précitée. Il y a donc lieu d'ajouter, *in fine*, les mots "sous réserve de l'application de l'article 2, de la loi du 4 octobre 1897 sur les circonstances atténuantes".

2. Vu les documents parlementaires ⁴³, l'article 231, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle doit être compris en ce sens que le renvoi devant la cour d'assises composée soit d'un président, soit d'un président et de deux assesseurs n'est susceptible d'aucun recours. Conformément à l'article 251, en projet, du Code d'instruction criminelle (article 45 du projet), le procureur général et les autres parties ont le droit de former un pourvoi en cassation contre l'arrêt portant renvoi à la cour d'assises.

Ceci devrait être éclairci.

⁽⁴³⁾ Rapport fait au nom de la commission de la Justice du Sénat, *Doc. parl.*, Sénat, 2008-2009, n/ 4-924/4, p. 154.

3. Puisque l'article 31 modifie les alinéas 1^{er} et 3 de l'article 231 du Code d'instruction criminelle, il peut être utile d'apporter deux modifications de pure forme au deuxième alinéa de l'article 231 en remplaçant le mot "délit" par le mot "crime" et le mot "cour" par les mots "chambre des mises en accusation".

Article 32

(article 232 en projet du Code d'instruction criminelle)

Afin d'éviter toute difficulté d'application de l'article 232 en projet du Code d'instruction criminelle, singulièrement en ce qui concerne le prévenu, ce texte pourrait être amélioré:

- en indiquant le moment ultime auquel l'élection de domicile doit être faite ⁴⁴ ;
- en indiquant la personne - désignée nominativement ou par sa qualité - chez laquelle l'élection de domicile est faite ⁴⁵ ;
- en précisant que cette règle régit non seulement la procédure devant la cour d'assises mais aussi les procédures sur recours ⁴⁶;
- en remplaçant la formulation de la dernière phrase, "tout changement de domicile est communiqué au procureur général par lettre recommandée", par le libellé suivant, fort proche de celui de l'arrêt de la Cour de cassation du 11 avril 2000 ⁴⁷: "Toute

(44) Lors des travaux en commission de la Justice du Sénat, le ministre de la Justice a souligné "que l'élection de domicile visée à cet article a lieu au moment du renvoi, par la chambre des mises en accusation, devant la cour d'assises. L'audience préliminaire a lieu peu de temps après. Tout changement d'élection de domicile doit être notifié par la personne concernée" (*Doc. parl.*, Sénat, 2008-2009, n/ 4-924/4, p. 168).

(45) Il est à préciser qu'une élection de domicile ne peut être faite à parquet (voy. ainsi V. d'HUART, "Le domicile", *Rép. not.*, T. I, L. VII, n/ 89).

(46) Voy. en droit commun Cass., 30 mai 2003, *Pas.*, 2003, I, p. 108 et les conclusions partiellement contraires de l'avocat général DUBRULLE ; *Rapport de la Cour de cassation*, 2003, II, p. 149 ; *R.W.*, 2003-2004, p. 974 et note A. SMETS: "Hoe speciaal is keuze van woonplaats".

(47) "Lorsqu'un prévenu a fait élection de domicile pour les significations, la citation à comparaître devant le juge pénal est valablement signifiée à ce domicile élu tant qu'il ne fait pas parvenir un avis de modification au ministère public par lettre recommandée" (Cass., 11 avril 2000, P.99.117.N et P.00.0062.N, *Arr. Cass.*, 2000, p. 772; *Bull.*, 2000, p. 764).

signification est valablement signifiée à ce domicile élu tant que la partie ne fait pas parvenir un avis de modification au procureur général par lettre recommandée avec accusé de réception" ⁴⁸.

Enfin le texte concerne la partie qui n'a pas son domicile en Belgique mais il ne tient pas compte de la partie qui aurait une résidence en Belgique, c'est-à-dire "tout autre établissement tel le lieu où la personne a un bureau ou exploite un commerce ou une industrie" (article 36, alinéa 3, du Code judiciaire). Qu'en sera-t-il par exemple si le prévenu n'ayant pas de domicile en Belgique est détenu en Belgique ?

Article 45

(article 251 en projet du Code d'instruction criminelle)

Si l'article 251 en projet du Code d'instruction criminelle, qui permet au procureur général, à l'inculpé et à la partie civile de former un pourvoi en cassation à l'encontre de l'arrêt de la chambre des mises en accusation portant renvoi à la cour d'assises, ne fait que reproduire, sur ce point, le texte de l'article 292 du Code d'instruction criminelle, par contre il innove en tant qu'il prévoit désormais que le point de départ du délai de pourvoi est le jour où l'arrêt est prononcé. L'article 292 actuel prévoit au contraire que le point de départ du dit délai est le jour de la signification de l'arrêt.

La réforme n'est admissible à l'égard de l'inculpé et de la partie civile que si la décision de la chambre des mises en accusation est prononcée à date fixe et que cette date est connue des parties. C'est ce que prévoit l'article 219 en projet du Code d'instruction criminelle (article 22 du projet).

Article 48

Dans la version française, il y a lieu d'écrire, comme dans la version néerlandaise, "après l'article 253" et non "après l'article 254".

⁽⁴⁸⁾ Il est proposé d'ajouter l'accusé de réception en vue de pouvoir établir, avec plus de certitude, la date à laquelle la notification est réputée effectuée à l'égard de son destinataire (article 53bis, 1/, du Code judiciaire).

Article 51

(article 255 en projet du Code d'instruction criminelle)

Il y a lieu de rappeler que le président ne peut ordonner l'accomplissement des actes complémentaires d'instruction dont il est question à l'article 255 en projet du Code d'instruction criminelle que dans le respect du caractère accusatoire (et notamment du caractère contradictoire) de la procédure puisque la disposition règle une phase de la procédure de jugement. En outre le président se doit de demeurer impartial comme il doit l'être tout au long de la procédure. A défaut, le droit au procès équitable garanti à l'accusé en vertu de l'article 6, § 1, de la Convention européenne des droits de l'homme sera méconnu.

Article 55

La section 2 dont il est question à l'article 55 est située dans le chapitre V, et non dans le chapitre IV, du titre II, livre II, du Code d'instruction criminelle.

La rédaction de cette disposition sera rectifiée.

Articles 76 et 77

(articles 275 et 276 en projet du Code d'instruction criminelle)

Comme dans le texte actuel des articles 294 et 295 du Code d'instruction criminelle, l'alinéa 1^{er} de l'article 276 en projet devrait former l'article 275 du Code d'instruction criminelle et l'article 275 en projet du Code devrait en former l'article 276, alinéa 1^{er}, la rédaction du second alinéa de l'article 276 devant être adaptée en conséquence ("Si ce délai n'est pas respecté...").

Article 79

(article 278 en projet du Code d'instruction criminelle)

En ce qui concerne les témoins relatifs aux faits, l'article 278, § 2, alinéa 4, en projet du Code d'instruction criminelle prévoit qu'

"un ou plusieurs responsables de la rédaction de la synthèse chronologique des premières constatations, du déroulement de l'instruction et de l'aperçu des faits sont en tout cas portés à la liste des témoins".

La disposition ne précise pas qui sont ces "responsables". Il en va de même pour l'alinéa 5 de la même disposition, qui ne précise pas non plus qui sont les "responsables" de la rédaction de l'enquête de moralité. En outre, les notions de "synthèse chronologique des premières constatations" et d'"aperçu des faits" ne trouvent aucune définition dans la loi.

Afin d'éviter toute controverse à propos de ces "responsables", le dispositif gagnerait en clarté si le mot "responsables" était remplacé par les mots "le juge d'instruction et les enquêteurs principaux".

Article 96

(article 288 en projet du Code d'instruction criminelle)

La première phrase en projet dispose que,

"[s]il n'y a pas suffisamment de jurés présents, le président procède, conformément aux articles 238 et 239 du Code judiciaire, au tirage au sort du nombre de jurés qu'il détermine".

L'article 238, alinéa 2, du Code judiciaire dispose que le président de la cour d'assises charge le président du tribunal de première instance de faire procéder au tirage au sort d'un nombre supplémentaire de noms qu'il détermine.

La question se pose de savoir si l'article 288 en projet a entendu renvoyer à la procédure faisant intervenir le président du tribunal de première instance ou confier au président de la cour d'assises le soin de procéder lui-même à toutes les opérations par une application analogique de cette procédure.

Le projet sera précisé sur ce point.

.../...

Article 97

(article 289 en projet du Code d'instruction criminelle)

Au paragraphe 3 en projet, il est proposé que le jury ne puisse compter plus de deux tiers de personnes du même sexe.

Le Conseil d'État n'aperçoit pas comment cette disposition pourra être appliquée dès lors que les jurés sont tirés au sort dans une seule liste et que le pouvoir de récusation s'exerce potentiellement chaque fois que le nom d'un juré est tiré.

Article 114

(article 303 en projet du Code d'instruction criminelle)

En vertu de l'article 303, § 1^{er}, 5/, en projet du Code d'instruction criminelle, ne peuvent être reçues les dépositions des époux, même après séparation ou divorce, et des cohabitants légaux, même après qu'il ait été mis fin à la cohabitation légale.

Les cohabitants de fait ne sont pas visés par cette disposition.

Même s'il n'est pas toujours aisé d'établir la cohabitation de fait, le Conseil d'État se demande si la raison qui a présidé à l'exclusion des témoignages des conjoints et des cohabitants légaux ne vaut pas également pour les cohabitants de fait.

Article 118

(article 307 en projet du Code d'instruction criminelle)

Dans la version française du projet, le début de la deuxième phrase de l'article 307 en projet du Code d'instruction criminelle doit être rédigé comme suit:

"Les citations faites à la requête de l'accusé et de la partie civile conformément à l'article 306 sont à leurs frais, ...".

Article 130

(article 316 en projet du Code d'instruction criminelle)

La référence faite à l'article 282, § 2, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, à la fin du second alinéa de l'article 316 en projet, n'est pas exacte.

Elle devrait être rectifiée par un renvoi à l'article 281, § 2, alinéa 2, du Code.

Article 142

(article 326 en projet du Code d'instruction criminelle)

1. L'alinéa 1^{er} en projet dispose que le président remet notamment aux jurés "les procès-verbaux qui constatent l'infraction et les pièces du procès, autres que les déclarations écrites sous serment des témoins".

L'attention du législateur est attirée sur le fait que le texte de l'article 341 actuel du Code d'instruction criminelle vise les "déclarations écrites des témoins" et non les "déclarations écrites sous serment des témoins".

2. En vertu de l'article 326, alinéa 3, en projet du Code d'instruction criminelle, le président de la cour d'assises est tenu d'avertir les jurés que les témoignages anonymes complets ainsi que les déclarations faites lors d'une conférence téléphonique ne peuvent servir de preuve de la culpabilité de l'accusé que si elles sont corroborées dans une mesure déterminante par d'autres moyens de preuves.

Il semble résulter de la référence faite à l'article 298, § 5, en projet, du Code d'instruction criminelle (article 109 du projet) qu'il n'en va de même pour les témoignages faits par vidéoconférence ou circuit de télévision fermé que lorsqu'il y a eu altération de l'image et de la voix du témoin. Pourtant, le texte contient également une référence à l'article 112, non modifié, du même Code, qui concerne le témoignage par vidéoconférence ou par un circuit de télévision fermé pendant la phase de l'instruction. Or, selon cette disposition, la force probante de ces auditions n'est pas subordonnée au fait qu'elles sont corroborées dans une mesure déterminante par d'autres moyens de

.../...

preuves^{49 50}. Pareille règle de droit commun se justifie puisque les juges et les parties ont vu et entendu un témoin dont l'identité leur est connue. La référence à l'article 112 du Code d'instruction criminelle peut prêter à confusion car elle pourrait laisser croire à tort que le témoignage effectué au moyen d'une vidéoconférence ou d'un circuit de télévision fermé a une valeur probante diminuée même en l'absence d'altération de l'image et de la voix.

Ces difficultés ne paraissent pouvoir être levées que par la suppression de la référence faite à l'article 112 du Code.

Articles 151 et 152

(articles 334 et 335 en projet du Code d'instruction criminelle)

1. L'article 335 en projet du Code d'instruction criminelle (article 152 du projet), qui concerne la question de savoir si l'accusé est coupable ou innocent, doit trouver place avant l'article 334 en projet du même Code (article 151 du projet), qui concerne la motivation relative à cette culpabilité ou à cette innocence.

2. Sous cette réserve, la rédaction des deuxième et troisième phrase de l'article 335 en projet du Code d'instruction criminelle gagnerait à être remplacée par le texte suivant:

"Si la cour est composée du seul président, l'acquittement est prononcé si celui-ci ne se rallie pas à la position de la majorité du jury".

(49) Comp. les articles 112, § 6, et 112bis, § 6, non modifiés, du Code d'instruction criminelle, qui concernent respectivement l'audition par vidéoconférence et par circuit de télévision fermé et l'audition par conférence téléphonique: contrairement à l'article 112, § 6, l'article 112bis, § 6, dispose que "[l]a juridiction de jugement ne peut prendre en considération à titre de preuve les déclarations faites par le biais d'une conférence téléphonique que si elles sont corroborées dans une mesure déterminante par d'autres moyens de preuve".

(50) C. VANDEN WYNGAERT, *Strafrecht, strafprocesrecht en internationaal strafrecht*, Antwerpen, Maklu, 2006, p. 941.

Article 154

(article 335 en projet du Code d'instruction criminelle)

Le Conseil d'État s'interroge sur la notion d'"audience suivante" qui figure dans le texte français. N'y a-t-il pas lieu de mentionner "la session suivante" ?

Article 155

(article 337 en projet du Code d'instruction criminelle)

Le texte en projet prévoit la lecture "de l'arrêt", mais pas de la déclaration du jury prévue par les articles 332 et 333 en projet du Code d'instruction criminelle (articles 149 et 150 du projet).

Cette lacune doit être comblée, sauf si la déclaration figure dans l'arrêt, auquel cas le projet doit être complété en ce sens.

Article 190

(article 363 en projet du Code d'instruction criminelle)

Compte tenu de l'alinéa 2 en projet, les mots "ou de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles" figurant à la fin de l'alinéa 1^{er} en projet sont sans pertinence, la Cour d'assises de cet arrondissement siégeant nécessairement au même lieu que la Cour d'appel de Bruxelles.

Ces mots seront omis.

Article 196

(article 92, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8/, en projet du Code judiciaire)

L'article 92, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8/, nouveau, du Code judiciaire prévoit que la chambre du tribunal correctionnel appelée à juger les auteurs de crimes passibles de plus de vingt ans de réclusion sera désormais toujours composée de trois juges.

.../...

Cette règle s'appliquera tant aux crimes visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1/ à 9/, nouveau, de la loi précitée du 4 octobre 1867 (article 218 du projet) lorsqu'ils sont renvoyés au tribunal correctionnel par décision de la chambre des mises en accusation par l'admission des circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse au bénéfice de l'inculpé qu'aux crimes visés à l'article 179, alinéa 2, 1/ à 8/, nouveau, du Code d'instruction criminelle (article 13 du projet), qui relèvent directement de la compétence du tribunal correctionnel ⁵¹.

Article 197

(article 115, alinéa 2, en projet du Code judiciaire)

Dans la version française, il y a lieu d'écrire, comme dans la version néerlandaise, "ou dans l'arrondissement".

Articles 201 et 207

(articles 217 et 231, d), en projet du Code judiciaire)

Il est renvoyé aux observations formulées sur l'article 5 du projet.

Article 206

(article 224 en projet du Code judiciaire)

Les référendaires près la Cour constitutionnelle et les référendaires près la Cour de cassation disposent du privilège de juridiction sur la base des articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle.

La question se pose de savoir s'ils ne devraient pas être mentionnés également dans la liste des personnes omises de la liste préparatoire dont il est question à l'article 224 du Code judiciaire.

⁽⁵¹⁾ Il est renvoyé sur ce point à l'observation n/ 2 formulée dans l'observation générale n/ A.2.5.

Article 218

(article 2 en projet de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes)

1. Il n'est pas nécessaire de prévoir, au début de la phrase liminaire de l'alinéa 1^{er} en projet, que la possibilité pour la chambre des mises en accusation d'admettre des circonstances atténuantes ou une cause d'excuse ne vaut pas pour "les cas prévus à l'article 179, alinéa 2, 1/ à 8/, du Code d'instruction criminelle" puisque les crimes mentionnés dans cette dernière disposition sont justiciables de plein droit, en vertu de son texte même, du tribunal correctionnel.

L'article 2 en projet de la loi précitée du 4 octobre 1867 peut donc commencer par les mots "La chambre des mises en accusation peut...".

2. À l'alinéa 1^{er}, 6/, il y a lieu, semble-t-il, d'écrire ce qui suit:

"s'il s'agit d'un crime prévu à l'article 472 du Code pénal qui, en application de l'article 473, alinéa 3, du même Code, est puni de la réclusion de vingt à trente ans, lorsque le vol avec violences a d'autres conséquences qu'une..."

3. Dans la version néerlandaise de l'alinéa 1^{er}, 2/ à 9/, il convient chaque fois de remplacer le mot "bepaald" par le mot "bedoeld".

I. Voorafgaande opmerking

Gelet op de omvang van het voorliggende wetsontwerp en op de termijn waarbinnen gevraagd is het onderhavige advies te verstrekken, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State zich moeten beperken tot een niet-exhaustief onderzoek van het wetsontwerp, zelfs wat de in artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State opgenoemde aspecten betreft. De afdeling Wetgeving heeft zich toegelegd op de essentiële aspecten van de voorgestelde hervorming, te weten de verdeling van de bevoegdheden tussen het hof van assisen en de correctionele rechtbank, alsmede de motivering van de beslissing van de jury.

Gelet op het feit dat het ontwerp, uit verschillende gezichtspunten, met inachtneming van de wijzigingen die voortvloeien uit de geplande hervorming, steunt op de thans geldende teksten tot regeling van het recht dat van toepassing is op het hof van assisen ¹, zal het advies in beginsel niet gaan over de bepalingen die deze teksten overnemen of die steunen op de methode die de wetgever heeft gevolgd om deze teksten goed te keuren ².

Indien omtrent de ene of de andere van die bepalingen geen opmerking is gemaakt, betekent dit bijgevolg niet dat de voorgestelde tekst niet aan kritiek onderhevig of voor verbetering vatbaar is, noch dat, wanneer een opmerking wordt gemaakt, deze exhaustief is. Het stilzwijgen vanwege de afdeling Wetgeving met betrekking tot een bepaling kan bijgevolg niet dienen als een gegeven bij de interpretatie of de beoordeling van het ontwerp.

(1) Dit voorbehoud vloeit eveneens voort uit het feit dat het merendeel van de vragen die in de praktijk zijn kunnen rijzen bij het lezen van de huidige teksten aanleiding hebben gegeven tot rechtspraak die grondig had moeten worden onderzocht om relevante opmerkingen te kunnen maken, wat door de toegemeten termijn niet mogelijk is geweest.

(2) Dit voorbehoud geldt inzonderheid voor de methode die erin bestaat in titel II van het Wetboek van Strafvordering, gewijd aan het hof van assisen, bepalingen op te nemen die, zoals de bepalingen in de artikelen 60 en volgende van het voorliggende ontwerp, betrekking hebben op kwesties die verder reiken dan de werkwijze van dit hof (zie thans de artikelen 275 en volgende van het Wetboek van Strafvordering).

Om dezelfde redenen heeft de afdeling Wetgeving de redactie van de inleidende zinnen van de talrijke wijzigingsbepalingen van het ontwerp niet systematisch onderzocht.

II. Strekking van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van wet strekt ertoe de rechtspleging voor het hof van assisen te hervormen. De hoofdlijnen van deze hervorming worden hier kort weergegeven.

2. Het ontwerp brengt wijzigingen aan aan de bevoegdheid van het hof van assisen. In de bestaande regeling is het hof van assisen principieel bevoegd voor misdaden, politieke misdrijven en persmisdrijven. In de praktijk echter werd de bevoegdheid van elk van deze misdrijven sterk uitgehold. Wat de misdaden betreft, is door de grote schaal van correctionalisering de bevoegdheid van het hof van assisen *de facto* gereduceerd tot misdaden die niet vatbaar zijn voor correctionalisering, d.w.z. feiten die strafbaar zijn met een straf die twintig jaar opsluiting overtreft ³.

3. In het voorgelegde ontwerp wordt het hof van assisen bevoegd voor de misdaden waarvan de in de wet bepaalde straf twintig jaar opsluiting te boven gaat, met uitzondering van een aantal misdaden ⁴ en met uitzondering van de gevallen waarin de kamer van inbeschuldigingstelling toepassing maakt van artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden ⁵. Aan de bevoegdheid van het hof van assisen voor politieke misdrijven en persmisdrijven wordt niet geraakt.

(³) Op deze regel bestaan tal van uitzonderingen (zie ook C. VAN DEN WYNGAERT, *Strafrecht, strafprocesrecht en internationaal strafrecht in hoofdlijnen*, Antwerpen, Maklu, 2006, p. 595).

(⁴) Artikel 13 van het ontwerp.

(⁵) Artikel 18 van het ontwerp.

4. Het ontwerp strekt er ook toe ervoor te zorgen dat de uitspraak van het hof van assisen gemotiveerd wordt. Nadat de jury een verklaring heeft afgelegd over de schuldvraag, trekken het hof en de gezworenen zich onmiddellijk terug in de beraadslagingskamer. Zonder dat zij moeten antwoorden op alle neergelegde conclusies, formuleren zij de voornaamste redenen die hebben geleid tot de beslissing inzake schuld of onschuld. De beslissing wordt ondertekend door de voorzitter en de griffier.

5. De samenstelling van het hof van assisen wordt gewijzigd. In de vigerende regeling bestaat het hof van assisen steeds uit een voorzitter en twee assessoren en wordt bijgestaan door een jury. In het om advies voorgelegde ontwerp wordt bepaald dat het hof van assisen of uit een voorzitter of uit een voorzitter en twee assessoren bestaat en wordt bijgestaan door een jury ⁶.

6. Ook de samenstelling van de jury wordt gewijzigd. De huidige voorwaarden om te worden aangewezen als gezworene zijn: ingeschreven zijn op de kieslijst, beschikken over burger- en politieke rechten, de leeftijd van dertig jaar bereikt hebben en jonger zijn dan zestig jaar, kunnen lezen en schrijven. Het om advies voorgelegde ontwerp strekt er hoofdzakelijk toe de leeftijdsvereisten aan te passen van éénentwintig tot vijfenzestig jaar en een voorwaarde toe te voegen, namelijk geen strafrechtelijke veroordeling hebben opgelopen van meer dan vier maanden of tot een werkstraf van meer dan zestig uur.

7. Verder worden maatregelen voorgesteld om de procedure te moderniseren en te verlichten. Waar in de vigerende regeling een kamer van het hof van beroep gehouden was in raadkamer te vergaderen en te beslissen over de vorderingen van de procureur-generaal, komt deze taak nu toe aan de kamer van inbeschuldigingstelling.

⁽⁶⁾ Artikel 199 van het ontwerp dat artikel 119 van het Gerechtelijk Wetboek vervangt; zie ook artikel 31 van het ontwerp dat artikel 231 van het Wetboek van Strafvordering wijzigt.

8. Een andere belangrijke nieuwigheid is dat een contradictoire preliminaire zitting, zonder jury, wordt georganiseerd, waar de voorzitter de kamer van inbeschuldigingstelling kan gelasten de controle over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie met toepassing van artikel 235^{ter} van het Wetboek van Strafvordering uit te oefenen, en waar de lijst van de getuigen wordt vastgesteld.

9. Het ontwerp bevat verder een heel aantal technische wijzigingen.

Bovendien wordt het gedeelte in het Wetboek van Strafvordering met betrekking tot het hof van assisen grotendeels hernummerd in functie van de aanvaarde wijzigingen in het ontwerp.

III. Algemene opmerkingen

A. Respectieve bevoegdheden van het hof van assisen en van de correctionele rechtbank

A.1. Huidige toestand

De bevoegdheid van het hof van assisen wordt bepaald bij artikel 150 van de Grondwet, dat luidt als volgt:

"De jury wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven, behoudens voor drukpersmisdrijven die door racisme of xenofobie ingegeven zijn".

Aangezien de geplande hervorming alleen op criminele zaken betrekking heeft, wordt verder in het advies geen gewag gemaakt van de politieke misdrijven en drukpersmisdrijven.

Het begrip "misdad" wordt in artikel 1 van het Strafwetboek omschreven als volgt:

"Het misdrijf, naar de wetten strafbaar met een criminele straf, is een misdad".

.../...

Het is dus de straf zoals ze door de wet wordt bepaald ⁷ en zoals ze vervolgens door de rechter wordt toegepast, die de aard van het misdrijf bepaalt ⁸.

De wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden - die sindsdien meermaals gewijzigd is - maakt het het onderzoeksgerecht (raadkamer en kamer van inbeschuldigingstelling) en het openbaar ministerie voorts mogelijk misdaden te "correctionaliseren" door verzachtende omstandigheden of een reden van verschoning te aanvaarden ten voordele van de in verdenking gestelde. De zaak wordt dan voor de correctionele rechtbank gebracht, die alleen een correctionele straf kan uitspreken ⁹. "Correctionalisering" van misdaden is alleen mogelijk voor misdaden waarop een straf staat die niet meer dan twintig jaar opsluiting bedraagt, alsook voor zes andere misdaden opgesomd in artikel 2, derde lid, van de voormelde wet van 4 oktober 1867, die strafbaar zijn met meer dan twintig jaar opsluiting. In de praktijk worden deze misdaden bijna altijd "gecorrectionaliseerd".

De procedure van "correctionalisering" van misdaden is conform artikel 50 van de Grondwet, aangezien ze te dezen in wanbedrijven worden omgezet door de toepassing van verzachtende omstandigheden of van een verschoningsgrond.

(7) De voornaamste criminele straffen zijn levenslange of tijdelijke opsluiting alsmede levenslange of tijdelijke hechtenis (artikelen 8 tot 12 van het Strafwetboek). De duur van tijdelijke opsluiting en tijdelijke hechtenis bedraagt vijf tot dertig jaar onderverdeeld in vier categorieën (artikelen 9 en 11 van het Strafwetboek).

(8) Indien het hof van assisen een beroep doet op verzachtende omstandigheden zoals artikel 80 van het Strafwetboek toestaat, en hierbij aan de beschuldigde een correctionele straf oplegt, wordt de misdaad een wanbedrijf, zelfs indien de kwalificatie ervan onveranderd blijft.

(9) Artikel 2, tweede lid, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden. Krachtens artikel 25 van het Strafwetboek is de duur van correctionele gevangenisstraf ten hoogste vijf jaar. Hij is ten hoogste tien jaar voor een met opsluiting van tien tot vijftien jaar of met een zwaardere straf strafbare misdaad. Volledigheidshalve moet er op worden gewezen dat bij de toepassing van de regels betreffende herhaling van misdrijf (artikel 56 van het Strafwetboek) en samenloop van verscheidene wanbedrijven (artikel 60 van het Strafwetboek) dit plafond van tien jaar mag worden overschreden.

A.2. Ontworpen hervorming

A.2.1. Algemene strekking van het ontwerp

Met het ontwerp wordt afgestapt van de systematische toepassing van "correctionalisering" van bepaalde misdaden door verzachtende omstandigheden of een verschoningsgrond te aanvaarden en wordt er bovendien naar gestreefd de lijst van de door het hof van assisen berechte misdaden enigermate te beperken, waarbij geopteerd wordt voor een onderverdeling van de misdaden in drie categorieën:

- 1/ de eerste omvat de misdaden waarvoor, krachtens de wet, aan de correctionele rechtbank rechtstreeks bevoegdheid wordt verleend,
- 2/ de tweede omvat andere misdaden in verband waarmee de kamer van inbeschuldigingstelling kan besluiten ze naar de correctionele rechtbank te verwijzen door verzachtende omstandigheden of verschoningsgrond te aanvaarden, en
- 3/ in de derde categorie worden de misdaden gegroepeerd waarover het hof van assisen een uitspraak zal doen: het gaat om de niet in onderdeel 1/ bedoelde misdaden, alsook om de in onderdeel 2/ bedoelde misdaden waarvoor de kamer van inbeschuldigingstelling geen verzachtende omstandigheden of een verschoningsgrond aanvaard heeft; zo wordt in het ontworpen artikel 216^{novies} van het Wetboek van Strafvordering (artikel 18 van het ontwerp) bepaald dat

"[...] het hof van assisen kennis [neemt] van misdaden waarvan de in de wet bepaalde straf twintig jaar opsluiting te boven gaat, met uitzondering van de misdaden bedoeld in artikel 179, tweede lid, 1/ tot 8/, [van het Wetboek van Strafvordering], en met uitzondering van de gevallen waarin de kamer van inbeschuldigingstelling toepassing maakt van artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden".

A.2.2. Rechtstreekse toewijzing van bevoegdheid aan de correctionele rechtbank om bepaalde misdaden te berechten

Krachtens het ontworpen artikel 179 van het Wetboek van Strafvordering (artikel 13 van het ontwerp), neemt de correctionele rechtbank voortaan kennis van misdaden waarvan de straf twintig jaar opsluiting niet te boven gaat, alsook van de in het tweede lid, 1/ tot 8/, van dezelfde bepaling opgesomde acht andere misdaden. Deze acht misdaden zijn in de eerste plaats de zes misdaden waarvoor "correctionalisering" nu reeds mogelijk is krachtens artikel 2, derde lid, 2/ tot 7/, van de voornoemde wet van 4 oktober 1867 ¹⁰, en vervolgens twee andere misdaden die aan die lijst worden toegevoegd: het kwaadwillig belemmeren van het verkeer dat iemands dood tot gevolg heeft (artikel 408 van het Strafwetboek) en de valse getuigenis op grond waarvan iemand tot levenslange opsluiting is veroordeeld (artikel 216, tweede lid, van het Strafwetboek).

Aangezien het ontwerp de bevoegdheid van het hof van assisen beperkt tot het kennis nemen van bepaalde misdaden en aan de correctionele rechtbank een bevoegdheid verleent om van de andere misdaden kennis te nemen, is het noodzakelijk de tekst van artikel 150 van de Grondwet dienovereenkomstig aan te passen. In de parlementaire voorbereiding van het ontwerp wordt hiermee ingestemd ¹¹. Aangezien artikel 150 van de Grondwet het hof van assisen bevoegd verklaart voor alle criminele zaken, is het immers niet mogelijk aan de correctionele rechtbank de bevoegdheid over te dragen om van bepaalde misdaden kennis te nemen zonder dat de Grondwet wordt

⁽¹⁰⁾ Zie evenwel opmerking 3 over artikel 13 van het ontwerp.

⁽¹¹⁾ De Senaat heeft trouwens op 16 juli 2009 de herziene tekst van artikel 150 van de Grondwet goedgekeurd (*Parl. St. Kamer* 2008-2009, nr. 52-2126/1).

gewijzigd ¹². Het is op voorwaarde dat deze herziening van de Grondwet plaatsheeft, dat het ontwerp wordt onderzocht.

Zoals hierboven aangegeven, verleent het ontwerp voortaan rechtstreeks bevoegdheid aan de correctionele rechtbanken om daders van bepaalde misdaden te berechten en om tegen hen straffen uit te spreken die criminele straffen kunnen zijn ¹³, zonder dat die evenwel twintig jaar opsluiting te boven mogen gaan (ontworpen artikel 13 van het Strafwetboek en ontworpen artikel 179, laatste lid, van het Wetboek van Strafvordering - artikelen 2 en 13 van het ontwerp).

De hervorming heeft gevolgen die grondig verschillen van die welke teweegebracht worden door het mechanisme van de "correctionalisering" van bepaalde misdaden zoals dat in de huidige wetgeving bestaat. De correctionele rechtbank kan immers voortaan criminele straffen uitspreken, dit wil zeggen vrijheidsstraffen met een langere duur dan de gevangenisstraffen die thans in geval van "correctionalisering" van de misdaden kunnen worden uitgesproken ¹⁴.

(12) Weliswaar zou een andere - evenwel gedeeltelijke - oplossing erin kunnen bestaan de relevante bepalingen van boek I, hoofdstuk II, van het Strafwetboek, inzonderheid de artikelen 7, 11 en 25, te wijzigen door te bepalen dat de criminele straffen van tijdelijke opsluiting tot twintig jaar in de toekomst correctionele straffen zullen worden en dat deze misdaden bijgevolg wanbedrijven zullen worden. Maar deze verandering zou andere gevolgen hebben. De verlaging van deze straffen en dus het onderbrengen van die strafbare feiten in een andere categorie van misdrijven zou noodzakelijkwijs een weerslag hebben op de bepalingen betreffende poging tot misdaad of tot wanbedrijf (artikelen 51 tot 53 van het Strafwetboek), samenloop van verscheidene misdrijven (artikelen 58 tot 65 van het Strafwetboek), herhaling (artikelen 54 tot 57 van het Strafwetboek), bijkomende straffen van het verbod tot het uitoefenen van en ontzetting uit rechten (artikelen 31 tot 33 van het Strafwetboek), verzachtende omstandigheden (artikelen 79 tot 85 van het Strafwetboek), verjaring van straffen (artikelen 91 en 92 van het Strafwetboek), verjaring van de strafvordering (artikelen 21 en 21bis van de wet van 17 april 1878 houdende de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering), rechtstreekse dagvaarding van de burgerlijke partij (artikel 182 van het Wetboek van Strafvordering), enz. Verder valt het moeilijk in te zien hoe deze redenering zou kunnen worden uitgebreid tot de acht misdrijven opgesomd in het ontworpen artikel 179, tweede lid, die worden bestraft met meer dan twintig jaar opsluiting, zonder dat het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel wordt geschonden.

(13) Zoals elk vonnisgerecht kan de correctionele rechtbank weliswaar verzachtende omstandigheden aanvaarden en de straf verminderen overeenkomstig artikel 80 van het Strafwetboek.

(14) Zie voetnoot 9 hierboven.

Deze impliciete strafverzwaring in vergelijking met het geldende systeem mag dan een logisch gevolg zijn van het ontworpen systeem, dit neemt niet weg dat de wetgever zich over dit gevolg dient te beraden en moet nagaan of de strafmaat van deze als misdaad gekwalificeerde misdrijven niet moet worden herzien naar aanleiding van deze hervorming.

De hervorming zal nog andere rechtsgevolgen teweegbrengen aangezien alle regels van het algemeen strafrecht en van het procesrecht die specifiek gelden voor misdaden, van toepassing zullen zijn. De correctionele rechter zal, naargelang van het geval, de regels die specifiek gelden voor wanbedrijven dan wel die welke specifiek gelden voor misdaden moeten toepassen. Dat geldt onder meer voor de verjaring van strafvorderingen aangaande misdaden die berecht worden door de correctionele rechtbank, die voortaan na tien jaar plaatsvindt en niet meer na vijf jaar ¹⁵. Ook hier dient de wetgever zich te beraden over de wenselijkheid van deze verlenging van de verjaringstermijn voor de betrokken misdaden.

A.2.3. Toewijzing aan de kamer van inbeschuldigingstelling van de bevoegdheid om de daders van sommige andere misdaden naar de correctionele rechtbank te verwijzen

Los van de bevoegdheden op het gebied van criminele zaken die de correctionele rechtbank heeft krachtens een rechtstreekse bevoegdheidstoewijzing bij de wet, zou ze, volgens het voorliggende ontwerp, ook kennis mogen nemen van een andere categorie misdaden, namelijk die welke naar haar worden verwezen als het gevolg van het aanvaarden van verzachtende omstandigheden of van een verschoningsgrond door de kamer van inbeschuldigingstelling. Thans kunnen de misdaden die op die lijst voorkomen niet naar de correctionele rechtbank worden verwezen, omdat de straf waarin de wet voorziet in die gevallen meer dan twintig jaar opsluiting bedraagt, en ze niet voorkomen op de lijst van artikel 2, derde lid, van de voornoemde wet van 4 oktober 1867. Bovendien kent het ontwerp die bevoegdheid uitsluitend toe aan de kamer van inbeschuldigingstelling, en niet aan de raadkamer of het openbaar ministerie. Ten slotte, ook al maakt het aanvaarden van verzachtende omstandigheden of van een

⁽¹⁵⁾ Artikel 21, eerste lid, van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering. Wat de overige gevolgen betreft, zie hierboven voetnoot 12.

verschoningsgrond het in casu mogelijk de inverdenkinggestelde naar de correctionele rechtbank te verwijzen ¹⁶, de daad blijft een misdaad, en de correctionele rechtbank is niet meer verplicht alleen een correctionele straf ¹⁷ uit te spreken, maar mag daarentegen ook een criminele straf opleggen die evenwel niet meer dan twintig jaar opsluiting mag bedragen ¹⁸.

Ook hier behoort de wetgever na te gaan of dat inderdaad zijn bedoeling is.

A.2.4. Conformiteit van het ontwerp met het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel

In het ontwerp worden de misdaden onderverdeeld in drie categorieën. De vraag rijst of die indeling strookt met het gelijkheidsbeginsel.

Het staat weliswaar aan de wetgever het strafrechtelijk beleid uit te stippelen, maar de verschillen die hij invoert moeten objectief kunnen worden verantwoord.

De Raad van State heeft evenwel niet kunnen nagaan of voor de indeling van elk van de genoemde misdaden in één van de drie categorieën die thans door de wetgever in het leven zijn geroepen al dan niet objectieve gronden voorhanden zijn.

Bij wijze van voorbeeld kunnen echter een aantal opmerkingen worden gemaakt.

Valt ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te wettigen dat situaties die de artikelen 347bis, § 4, 1/, en 473, derde lid, van het Strafwetboek, allebei wat hen betreft, op dezelfde wijze behandelen, verschillend behandeld worden in het ontwerp ?

⁽¹⁶⁾ Zie ook artikel 8 van het ontwerp, dat artikel 21, tweede lid, van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering vervangt, en waarin voor die misdaden de verjaringstermijn van de straffordering op vijftien jaar behouden wordt, zelfs indien de kamer van inbeschuldigingstelling in casu de verzachtende omstandigheden of de verschoningsgrond aanvaardt.

⁽¹⁷⁾ Zie het ontworpen artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden (artikel 218 van het ontwerp).

⁽¹⁸⁾ Ontworpen artikel 13 van het Strafwetboek (artikel 2 van het ontwerp).

Zo bijvoorbeeld straft artikel 347*bis*, § 4, 1/, van het Strafwetboek met levenslange opsluiting de dader van een gijzeling indien deze "hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, hetzij het volledige verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij zware verminking, hetzij de dood ten gevolge heeft". Daarnaast wordt de dader van diefstal met geweld of bedreiging en de dader van afpersing gestraft met twintig tot dertig jaar opsluiting (artikel 473, laatste lid, van het Strafwetboek), wanneer die misdaden begaan zijn in de omstandigheden genoemd in artikel 472 van het Strafwetboek en bij het slachtoffer "hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking" hebben veroorzaakt. Geen van de beide bepalingen van het Strafwetboek maakt, wat de straf betreft, enig onderscheid tussen de verschillende gevolgen die zonet zijn opgesomd.

Wat de bevoegdheid van het gerecht betreft, verleent het ontwerp bevoegdheid aan de correctionele rechtbank wanneer het gevolg een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid is, en aan het hof van assisen wanneer de gevolgen ofwel een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking zijn, maar met de mogelijkheid voor de kamer van inbeschuldigingstelling om de zaak naar de correctionele rechtbank te verwijzen door verzachtende omstandigheden of een verschoningsgrond te aanvaarden.

De wetgever wordt verzocht aan te geven op welke objectieve gronden volgens hem dat verschil in behandeling steunt. Voor het overige wordt verwezen naar opmerking nr. 2, hierna gemaakt onder A.2.5.

A.2.5. Conformiteit van het ontwerp met het beginsel van de wettelijkheid van de strafprocedure

1. Het beginsel van de wettelijkheid van de strafprocedure, zoals dat is vastgelegd in de artikelen 12, 13 en 14 van de Grondwet en in de artikelen 5, § 1, a) en c), en 6, § 1, van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, staat er niet aan in de weg dat daders van strafbare feiten die onder eenzelfde strafrechtelijke kwalificatie vallen, de ene keer naar het hof van assisen verwezen worden, en de andere keer naar de correctionele rechtbank, voor zover er voldoende duidelijke wettelijke criteria zijn op basis waarvan kan worden bepaald naar welk gerecht de zaak zal worden

.../...

verwezen. De toepassing van verzachtende omstandigheden ligt in de lijn van de koers uitgezet door de wetgever wat het strafbeleid betreft, en die erin bestaat de straf te individualiseren en de rechter daartoe de beoordelings- en beslissingsbevoegdheid te verlenen binnen de bij de wet vastgestelde perken.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in dit verband niet de volledige lijst kunnen controleren van de misdaden vermeld in het ontworpen artikel 179 van het Wetboek van Strafvordering en in het ontworpen artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden (artikelen 13 en 218 van het ontwerp) en ze zal alleen de volgende twee voorbeelden vermelden.

Ten eerste valt doodslag, welke misdaad krachtens artikel 393 van het Strafwetboek gestraft wordt met opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar, volgens het ontworpen artikel 216 *novies* van het Wetboek van Strafvordering onder de bevoegdheid van het hof van assisen. In het eerste lid, onderdeel 1/, van het ontworpen artikel 2 van de voormelde wet van 4 oktober 1867, zoals dat voortkomt uit artikel 218 van het ontwerp, wordt bepaald dat de poging tot misdaad behorend tot de bevoegdheid van het hof van assisen, door de kamer van inbeschuldigingstelling naar de correctionele rechtbank kan worden verwezen als ze ervan uitgaat dat de inverdenkinggestelde verzachtende omstandigheden of een verschoningsgrond kan laten gelden. Poging tot doodslag wordt krachtens de artikelen 52 en 80, tweede lid, van het Strafwetboek evenwel gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar en alle misdaden die gestraft worden met opsluiting tot twintig jaar worden rechtstreeks onder de bevoegdheid van de correctionele rechtbank gebracht krachtens het ontworpen artikel 179, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering. Dit is dus een misdaad waarvoor twee aparte en onverenigbare juridische regelingen worden voorgesteld.

Het tweede voorbeeld is het volgende. Verkrachting van een minderjarig kind van minder dan tien jaar door een dader wiens drijfveer een van die vermeld in artikel 377 *bis* van het Strafwetboek is, wordt gestraft met opsluiting van tweeëntwintig tot dertig jaar ¹⁹. Die misdaad valt voortaan evenwel onder de bevoegdheid van de correctionele rechtbank, die geen straf van meer dan twintig jaar opsluiting zal kunnen opleggen. Het is weliswaar in overeenstemming met de filosofie van de instelling van de volksjury dat, in een rechtsstelsel met enerzijds een jury en anderzijds een correctionele rechtbank, de zwaarste straffen alleen door de jury kunnen worden opgelegd. Toch is het eigenaardig dat de regel voor de verdeling van de bevoegdheden onder de gerechten tot

⁽¹⁹⁾ Artikelen 375, laatste lid, en 377 *bis* van het Strafwetboek.

gevolg heeft dat de straf waarin de wet voorziet nooit door de rechter zal kunnen worden opgelegd. Deze opmerking zou kunnen worden uitgebreid tot de overige misdaden vermeld in het ontworpen artikel 179, tweede lid, onderdelen 1/ tot 5/, 7/ en 8/, van het Wetboek van Strafvordering.

2. Dat tweede voorbeeld illustreert een grote moeilijkheid, die voortvloeit uit de methode die in het ontwerp wordt gehanteerd. Daarbij wordt niets gewijzigd aan de materiële bepalingen waarbij de vrijheidsstraffen van meer dan twintig jaar worden opgesomd die gelden voor de meeste misdaden vermeld in het ontworpen artikel 179, tweede lid, onderdelen 1/ tot 8/, van het Wetboek van Strafvordering (artikel 13 van het ontwerp)²⁰, terwijl bepaald wordt dat de zwaarste straf die de correctionele rechtbank voor die feiten kan uitspreken twintig jaar opsluiting is; die bepaling heeft alleen zin voor zover ze geldt voor de vermelde misdaden en daarop een vrijheidsstraf van ten minste twintig jaar staat²¹. Bij een bepaling die deel uitmaakt van een wettelijke regeling inzake bevoegdheid en procedure wordt dus in feite bepaald welke de zwaarste straf is die kan worden uitgesproken. Aldus worden impliciet wijzigingen aangebracht in bepalingen die, doordat ze de strafbare feiten omschrijven, van nature de plaats vormen waar de regels thuishoren die de eraan verbonden strafmaat bepalen.

Hetzelfde dient te worden vastgesteld in verband met de inconsistentie die het gevolg is van het feit dat in verscheidene strafbepalingen vervat in het ontworpen artikel 179, tweede lid, onderdelen 1/ tot 8/ (artikel 13 van het ontwerp) vrijheidsstraffen van meer dan twintig jaar worden behouden, terwijl de nieuwe bepaling die bij artikel 2 van het ontwerp wordt ingevoegd in artikel 13 van het Strafwetboek als volgt luidt: "De criminele straf is ten hoogste vijftien tot twintig jaar opsluiting in criminele zaken waarvoor de correctionele rechtbank bevoegd is."

(20) Die verwijzingen zouden bovendien nauwkeuriger moeten zijn, zodat melding wordt gemaakt van de pertinente onderdelen van de artikelen in kwestie, dat wil zeggen die waarin sprake is van vrijheidsstraffen van meer dan twintig jaar. Zo zou in het ontworpen artikel 179, tweede lid, onderdelen 1/ en 2/, blijkbaar moeten worden verwezen naar respectievelijk artikel 347*bis*, § 4, en artikel 473, derde lid, van het Strafwetboek.

(21) Zie de vorige voetnoot.

Zulke procedés zijn niet alleen niet duidelijk genoeg en leiden tot inconsistenties in de wetgeving, ze beletten bovendien dat de wetgever met voldoende kennis van zaken en met naleving van het gelijkheidsbeginsel de straffen bepaalt die hij aan elk strafbaar feit meent te moeten verbinden. Met het oog op de naleving van dat beginsel is het immers niet voldoende dat de theoretische zwaarte van de in het Strafwetboek vermelde straffen in overeenstemming is met dat beginsel, aangezien de straffen die krachtens de wet kunnen worden opgelegd in feite, uit het oogpunt van de maximale strafmaat, minder zwaar zijn.

De wetgever beschikt op het stuk van het strafbeleid weliswaar over een zeer ruime beoordelingsbevoegdheid, maar het komt erop aan dat hij een samenhangend beleid kan voeren, en wel op een manier die hem in staat stelt met volle kennis van zaken in te schatten wat de gevolgen van de door hem goedgekeurde hervormingen zullen zijn voor het in zijn geheel beschouwde arsenaal aan straffen, inzonderheid in het licht van de eerbiediging van het gelijkheidsbeginsel.

B. Motivering van de beslissingen van de jury over de schuld van de beschuldigde

B.1. Huidige situatie

Krachtens de artikelen 336 en volgende van het Wetboek van Strafvordering dient de jury met ja of met neen te antwoorden op elk van de vragen die de voorzitter van het hof van assisen haar stelt. De uitslag van de stemming wordt van geen enkele commentaar voorzien. Zulks heeft tot gevolg dat voor de beslissing over de schuld van de beschuldigde geen andere motivering wordt gegeven.

Deze situatie is vatbaar gebleken voor kritiek, aangezien de beschuldigde daardoor geen enkele uitleg krijgt over het verdict van de jury.

B.2. Arrest-Taxquet van het Europees Hof voor de rechten van de mens

In zijn arrest-*Taxquet tegen België* van 13 januari 2009 heeft het Europees Hof voor de rechten van de mens besloten dat de omstandigheid dat het antwoord van de jury op de gestelde vragen geen motivering bevatte tot gevolg heeft dat het proces na afloop waarvan de beschuldigde veroordeeld is, niet eerlijk was verlopen in de zin van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

.../...

De motivering van het arrest van het Europees Hof bevat inzonderheid de volgende preciseringen:

"40. [...] [L]es décisions judiciaires doivent indiquer de manière suffisante les motifs sur lesquels elles se fondent. L'étendue de ce devoir peut varier selon la nature de la décision et doit s'analyser à la lumière des circonstances de chaque espèce [...]. Si l'article 6, paragraphe premier, [de la Convention européenne des droits de l'homme] oblige les tribunaux à motiver leurs décisions, cette obligation ne peut se comprendre comme exigeant une réponse détaillée à chaque argument [...].

41. L'exigence de motivation doit aussi s'accommoder de particularités de la procédure, notamment devant les cours d'assises où les jurés ne doivent pas motiver leur intime conviction.

[...]

43. [...] Dans sa jurisprudence, la Cour ne cesse d'affirmer que la motivation des décisions de justice est étroitement liée aux préoccupations du procès équitable car elle permet de préserver les droits de la défense. La motivation est indispensable à la qualité même de la justice et constitue un rempart contre l'arbitraire [...]"²².

B.3. Recente rechtspraak van het Hof van Cassatie

Het Hof van Cassatie heeft dat arrest van het Europees Hof voor de rechten van de mens in ogenschouw genomen en in een arrest van 10 juni 2009 (P.09.0547.F) gesteld dat uit de beslissing van de jury over de beschuldiging moet blijken welke overwegingen de jury overtuigd hebben van de schuld of de onschuld van de beschuldigde en om welke concrete redenen bevestigend of ontkennend is geantwoord op elk van de vragen²³. Het Hof van Cassatie heeft het volgende geoordeeld:

"la seule affirmation que le demandeur est coupable de meurtre et qu'il n'y a pas lieu de l'en excuser ne révèle pas les raisons concrètes pour lesquelles la qualification contestée par le demandeur a été jugée établie, et ne permet pas à la Cour de vérifier notamment si la condamnation est fondée dans une mesure déterminante sur le témoignage anonyme recueilli à charge de l'accusé ou si elle prend appui sur d'autres modes de preuve qui le corroborent conformément à l'article 341, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle".

⁽²²⁾ EHRM, *Taxquet tegen België*, 13 januari 2009, verz. nr. 926/05.

⁽²³⁾ J.T., 2009, blz. 431 e.v., en de conclusie van advocaat-generaal D. VANDERMEERSCH.

Het Hof van Cassatie heeft in zijn voormelde arrest vastgesteld dat het arrest van het hof van assisen geen preciseringen in die zin bevatte en die beslissing vernietigd.

B. 4. Ontworpen hervorming

1. Het ontworpen artikel 334 van het Wetboek van Strafvordering (artikel 151 van het ontwerp) bepaalt het volgende in verband met de procedure na het voorlezen van de antwoorden van de jury:

"Het hof en de gezworenen trekken zich hierna onmiddellijk terug in de beraadslagingskamer.

Zonder dat zij moeten antwoorden op alle neergelegde conclusies, formuleren zij de voornaamste redenen die hebben geleid tot de beslissing inzake schuld of onschuld.

De beslissing wordt ondertekend door de voorzitter en de griffier."

Deze ontworpen bepaling is in overeenstemming met de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens zoals die voortkomt uit het arrest-*Taxquet tegen België* van 13 januari 2009. Het Europees Hof heeft immers het volgende geoordeeld:

"Sans au moins un résumé des principales raisons pour lesquelles la cour d'assises s'est déclarée convaincue de la culpabilité du requérant, celui-ci n'était pas à même de comprendre - et donc d'accepter - la décision de la juridiction. Cela revêt toute son importance en raison du fait que le jury ne tranche pas sur base du dossier mais sur base de ce qu'il a entendu à l'audience. Il est donc important, dans un souci d'expliquer le verdict à l'accusé mais aussi à l'opinion publique, au «peuple», au nom duquel la décision est rendue, de mettre en avant les considérations qui ont convaincu le jury de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé et d'indiquer les raisons concrètes pour lesquelles il a été répondu positivement ou négativement à chacune des questions"²⁴.

(24) EHRM, 13 januari 2009, *Taxquet tegen België*, verz. nr. 926/05, *J.T.*, 2009, blz. 284, opm. J. VAN MEERBEECK. Deze zaak is naar de Grote Kamer van het Hof verwezen op basis van artikel 43 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, maar het Hof van Cassatie heeft nu reeds rekening gehouden met "l'autorité de chose interprétée" dat het arrest van 13 januari 2009 van het Europees Hof voor de rechten van de mens nu reeds bezit (Cass., 10 juni 2009, *J.T.*, 2009, blz. 431 en de conclusie van advocaat-generaal D. VANDERMEERSCH).

Zoals de Minister van Justitie uiteengezet heeft, is deze bepaling ook in overeenstemming met

"de specifieke kenmerken van de assisenprocedure. Men moet niet noodzakelijk op alle argumenten antwoorden - dat dreigt overigens onmogelijk te zijn -, men moet alleen de voornaamste redenen vermelden die tot de beslissing hebben geleid"²⁵.

Onder de bijzonderheden van de procedure voor het hof van assisen moet het mondelinge verloop ervan worden onderstreept, waarbij de jury geen beslissing neemt op basis van een dossier maar op basis van hetgeen ze op de terechtzitting heeft gehoord^{26 27}.

Ten slotte is die bepaling afgestemd op het zowel beperkte als afgebakende kader van de motivering van de beslissingen van de jury met betrekking tot de schuld van de beschuldigde:

- tussengeschillen in ruime zin worden vooraf door het hof beslecht²⁸;

(25) Verslag namens de commissie voor de Justitie van de Senaat uitgebracht door de heren F. DELPÉRIÉE en T. VAN PARYS, *Parl.St.* Senaat 2008-09, nr. 4-924/4, 252.

(26) EHRM, 13 januari 2009, *Taxquet tegen België*, voormeld, punt 48.

(27) Volgens het gemene recht wordt hetgeen gemotiveerd dient te worden bepaald door de inhoud van de conclusies van de partijen. Die dimensie ontbreekt evenwel per definitie wanneer uitspraak dient te worden gedaan door de jury die, doordat de procedure mondeling verloopt, niet op de processtukken hoeft te antwoorden. Voor de motivering van de beslissingen van de jury met betrekking tot de schuld van de beschuldigde kan men dan ook niet teruggrijpen naar de regels betreffende de motivering die voor de overige vonnisgerechten gelden (voor die regels in strafzaken, zie inzonderheid M. FRANCHIMONT, A. JACOBS en A. MASSET, *Manuel de procédure pénale*, 3e uitg., Collection de la Faculté de droit de l'Université de Liège, Larcier, blz. 738 e.v.; zie eveneens de algemene studie van S. MOSSELMANS, "Invulling dan wel bijsturing van de motiveringsverplichting teneinde de gerechtelijke achterstand te verhelpen", in *Verslag van het Hof van Cassatie*, 2008, blz. 225 e.v.

(28) Zie in deze zin de ontworpen artikelen 279, 291 en 321 van het Wetboek van Strafvordering.

- de gezworenen worden op hun taak gewezen door de eed die zij afleggen ²⁹ en de aanwijzingen die zij vóór de beraadslaging krijgen ³⁰;
- de gezworenen worden verzocht te antwoorden op de gestelde vragen zoals ze voortkomen uit de ontworpen artikelen 322 tot 325 van het Wetboek van Strafvordering; subsidiaire vragen kunnen worden voorgelegd, inzonderheid op verzoek van de partijen ³¹;
- ten slotte is er de noodoplossing geboden door het ontworpen artikel 336 van het Wetboek van Strafvordering, waarbij aan het hof de mogelijkheid wordt geboden de zaak naar een latere zitting te verwijzen om te worden voorgelegd aan een nieuwe jury en een nieuw hof als "het hof naar aanleiding van het opstellen van de motivering, eenparig overtuigd is dat de gezworenen zich manifest hebben vergist in de zaak zelf, betreffende de voornaamste redenen die hebben geleid tot de beslissing inzake schuld of onschuld" ³².

Zodoende geeft deze bijzondere regeling inzake motivering, die minder log is dan die waarin artikel 780, eerste lid, 3/, van het Gerechtelijk Wetboek voorziet ³³, in principe geen aanleiding tot opmerkingen. Overeenkomstig de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens houdt het geen schending in van artikel 149

(29) Ontworpen artikel 290, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering.

(30) Ontworpen artikelen 326, tweede en derde lid, en 327, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering.

(31) M. FRANCHIMONT, A. JACOBS en A. MASSET, *op. cit.*, blz. 840. In de nota van professor R. ERGEC die bij parlementair stuk nr. 4-924/4 van de Senaat (2008-2009) is gevoegd, wordt er eveneens op gewezen dat de nauwkeurigheid van de vragen die aan de jury worden gesteld, zoals die door het voorliggende voorstel wordt geëist, de voorzitter weliswaar in staat kan stellen om in die vragen de belangrijkste argumenten van de verdediging op te nemen aangaande de schuld. De jury kan ertoe gebracht worden in haar antwoord indirect op de conclusie te antwoorden.

(32) De woorden "in de zaak zelf" zijn niet duidelijk. Ze dienen te worden vervangen door een uitdrukking die de bedoeling van de wetgever nauwkeuriger weergeeft.

(33) Krachtens artikel 2 van het Gerechtelijk Wetboek is dat Wetboek niet van toepassing op de procedure in strafzaken wanneer deze geregeld wordt door niet uitdrukkelijk opgeheven wetsbepalingen of door rechtsbeginselen waarvan de toepassing niet verenigbaar is met de toepassing van de bepalingen van dat Wetboek.

van de Grondwet, in de tekst waarvan het beginsel van de motiveringsplicht alleen maar wordt vermeld, terwijl niet wordt bepaald wat dat beginsel inhoudt en hoe het moet worden nageleefd.

2. De Raad van State meent evenwel twee opmerkingen te moeten maken over deze bepaling.

Doordat de jury overeenkomstig de ontworpen artikelen 322 en volgende van het Wetboek van Strafvordering (artikelen 138 en volgende van het ontwerp) op vragen moet antwoorden, dient nauwkeuriger te worden bepaald dat het hof en de gezworenen de belangrijkste redenen dienen op te geven die de jury ertoe gebracht hebben bevestigend of ontkennend te antwoorden op elk van de vragen³⁴. Anders dan de indruk die de ontworpen tekst zou kunnen wekken, bestaat er geen grond om een onderscheid te maken tussen de vragen betreffende de schuld en die met betrekking tot andere zaken, inzonderheid de verzwarende omstandigheden of de verschoningsgronden. Ook het ontworpen artikel 336 (artikel 154 van het ontwerp) dient in die zin te worden aangepast.

Krachtens het ontworpen artikel 334, derde lid, "[wordt] de beslissing ondertekend door de voorzitter en de griffier". *In casu* gaat het weliswaar om de schriftelijke neerslag van hetgeen vooraf door de jury is beslist, zodat het niet gaat om een beslissing in strikte zin, aangezien het hof en de gezworenen niets anders doen dan de inhoud bepalen van een motivering die hoofdzakelijk betrekking heeft op feitelijke gegevens en op de regelmatigheid van de bewijzen. In die context lijkt het gerechtvaardigd niet te bepalen dat die beslissing moet worden ondertekend door alle leden van de jury, waarvan de taak niet vergelijkbaar is met die van het hof. Teneinde te garanderen dat de beslissing perfect aansluit bij het besluit waartoe de jury vooraf gekomen is, zou evenwel kunnen worden bepaald dat die beslissing eveneens wordt ondertekend door de voorzitter van de jury, handelend in naam van de jury.

⁽³⁴⁾ EHRM, 13 januari 2009, arrest-*Taxquet tegen België*, voormeld, punt 48.

C. Geen beroep tegen een arrest van het hof van assisen

Krachtens het ontworpen artikel 355 van het Wetboek van Strafvordering (artikel 178 van het ontwerp³⁵), "kunnen [de arresten van het hof van assisen] [...] slechts worden bestreden door het rechtsmiddel van cassatie", onder voorbehoud van het verzet dat geregeld is bij de ontworpen artikelen 356 tot 358 (artikelen 179 tot 183 van het ontwerp). Het ontwerp voorziet dus niet in beroep tegen de beslissingen van de hoven van assisen.

Artikel 14, lid 5, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1981, bepaalt dat

"een ieder die wegens een strafbaar feit is veroordeeld [...] het recht [heeft] zijn veroordeling en vonnis opnieuw te doen beoordelen door een hoger rechtscollege overeenkomstig de wet".

België heeft echter in verband met deze bepaling de volgende verklaring afgelegd:

"Wat lid 5 van dit artikel betreft, dit zal niet worden toegepast op personen die tengevolge van ingesteld beroep tegen hun vrijspraak in eerste aanleg, in tweede aanleg worden schuldig bevonden en veroordeeld, en evenmin op personen die krachtens de Belgische wet rechtstreeks naar een hoger rechtscollege, zoals Hof van Cassatie, Hof van Beroep of Assisenhof worden verwezen"³⁶.

Door niet te voorzien in beroep tegen de beslissingen van de hoven van assisen, schendt het onderzochte ontwerp dus niet het voormelde Verdrag, zoals het op België van toepassing is.

(35) Zoals blijkt uit de onderlinge samenhang van het onderwerp van de artikelen 176, 177, 179 en 180 van het ontwerp met artikel 178 ervan, voegt dit artikel een artikel 354 in in het Wetboek van Strafvordering, en geen artikel 355. Deze nummering moet worden gewijzigd.

(36) Bijlage bij de wet van 15 mei 1981 houdende goedkeuring van de volgende Internationale akten: a) Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten; b) Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, opgemaakt te New-York op 19 december 1966, *Belgisch Staatsblad*, 6 juli 1983, blz. 8831.

Aangezien de procedure voor de goedkeuring en de bekendmaking van de wet houdende instemming met Protocol nr. 7 bij het Europees Verdrag voor de Mensenrechten, gedaan te Straatsburg op 22 november 1984 aan de gang is ³⁷, moet worden nagegaan of de onderzochte bepaling geen probleem doet rijzen ten aanzien van artikel 2, lid 1, eerste zin, van dit Protocol, luidens hetwelk

"iedereen die door een gerecht is veroordeeld wegens een strafbaar feit, [...] het recht [heeft] zijn schuldigverklaring of veroordeling opnieuw te doen beoordelen door een hoger gerecht".

Uit het verslag waarin over deze bepaling uitleg wordt verstrekt en de interpretatie van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in verband met dit artikel 2 blijkt dat het onderzoek van een schuldigverklaring door een hogere rechtbank ofwel betrekking kan hebben op zowel feitelijke kwesties als op rechtsaangelegenheden, ofwel tot de rechtsvragen kan beperkt zijn ³⁸. Het ontwerp handhaaft echter de mogelijkheid van voorziening in cassatie, die betrekking heeft op de rechtsvragen die het verloop van de procedure voor het hof van assisen heeft doen rijzen.

Het ontwerp doet dus op dit punt geen enkele moeilijkheid rijzen wat de internationale verbintenissen van België betreft, zowel die welke België reeds binden als die welke het land in een nabije toekomst zouden moeten binden.

⁽³⁷⁾ Het ontwerp van wet houdende instemming met Protocol nr. 7 bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, gedaan te Straatsburg op 22 november 1984 (*Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 3-1760/1) is aangenomen door de Senaat en de Kamer van Volksvertegenwoordigers (*Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, nr. 51-2812/2), maar de wet is nog niet bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, waarin evenmin melding is gemaakt van de ratificatie van het genoemde Protocol door de Koning.

⁽³⁸⁾ EHRM, *Krombach t. Frankrijk*, 13 februari 2001, punt 96; afdeling Wetgeving van de Raad van State, advies nr. 39.221/2 gegeven op 26 oktober 2005 over een voorontwerp van wet houdende instemming met het Protocol nr. 7 bij het Verdrag ter Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, gedaan te Straatsburg op 22 november 1984 (*Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, nr. 3-1760/1, blz. 22 tot 28).

D. Toetsing van de wettigheid van het gebruik van bijzondere opsporingsmethoden observatie of infiltratie

De ontworpen artikelen 279 en 321 van het Wetboek van Strafvordering (artikelen 80 en 136 van het ontwerp) houden verband met tussengeschillen met betrekking tot de wettigheid van de controle op de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie of infiltratie, die door de voorzitter van het hof van assisen (door bemiddeling van het openbaar ministerie) aan de kamer van inbeschuldigingstelling wordt toevertrouwd en die deze kamer vervolgens uitoefent krachtens artikel 235^{ter} van het Wetboek van Strafvordering ³⁹.

Het ontworpen artikel 279 bepaalt dat deze controle kan plaatshebben tijdens de preliminaire zitting van het hof van assisen op basis van concrete gegevens die aan het licht gekomen zijn na de controle van de kamer van inbeschuldigingstelling.

Het ontworpen artikel 321 bepaalt eveneens dat deze wettigheidscontrole later kan plaatshebben, in de fase van de procedure bedoeld in afdeling 2 van boek II, titel II, hoofdstuk VI, van het Wetboek, met het opschrift "Zitting ten gronde". Deze controle kan alleen plaatshebben "op basis van nieuwe en concrete elementen die tijdens de terechtzitting aan het licht zijn gekomen".

De formulering van deze twee bepalingen is nagenoeg identiek. De controle wordt evenwel op verschillende ogenblikken uitgevoerd, zodat artikel 321 voorziet in een extra voorwaarde, namelijk dat deze elementen nieuw moeten zijn tegenover de voorgaande rechterlijke toetsing.

De ontworpen artikelen 279, vierde lid, en 321, vierde lid, kennen aldus aan het Hof van cassatie, bij tussengeschillen met betrekking tot de wettigheid van de controle op de bijzondere opsporingsmethoden observatie of infiltratie, de bevoegdheid toe om de

(39) Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen deze controle en de controle op de regelmatigheid van de procedure die plaatsheeft krachtens artikel 235^{bis} van het Wetboek van Strafvordering. Dit artikel wordt in het onderzochte ontwerp aangepast bij artikel 101 (ontworpen artikel 291 van het Wetboek van Strafvordering). De bijzonderheid van de controle verricht op basis van artikel 235^{ter} van het Wetboek van Strafvordering, daarentegen, is dat die betrekking heeft op de wettigheid van het gebruik van bijzondere opsporingsmethoden observatie of infiltratie en dat de kamer van inbeschuldigingstelling in dit kader toegang heeft tot het confidentieel dossier.

zaak over te zenden aan het openbaar ministerie teneinde deze zaak aan te brengen bij de bevoegde kamer van inbeschuldigingstelling, opdat deze de controle uitoefent waarin artikel 235*ter* van het Wetboek van Strafvordering voorziet. Op dit punt wordt in deze bepalingen gewoon de tekst overgenomen van het vierde lid van artikel 335*bis* van het Wetboek van Strafvordering ⁴⁰, dat daarin ingevoegd is bij artikel 5 van de wet van 16 januari 2009 tot wijziging van de artikelen 189*ter*, 235*ter*, 335*bis* en 416 van het Wetboek van Strafvordering ⁴¹.

Deze bepaling kan alleen zinvol zijn indien tegen het arrest van het hof van assisen cassatievoorziening is ingesteld.

Het is wenselijk dat de wetgever dit uitdrukkelijk preciseert en aangeeft welke weerslag de controle op de wettigheid van de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie of infiltratie uitgevoerd door de kamer van inbeschuldigingstelling heeft op het vervolg van de procedure voor het Hof van cassatie, des te meer daar het cassatieberoep niet gericht is tegen het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling.

Indien het de bedoeling van de wetgever is cassatieberoep mogelijk te maken vóór de uitspraak van het arrest van het hof van assisen over de aangelegenheden vermeld in de ontworpen artikelen 279, eerste lid, en 321, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering, moeten de nauwkeurige voorwaarden van de adiëring van het Hof van Cassatie, zoals deze in het vierde lid van deze bepaling bij wijze van tussengeschild, worden verduidelijkt, alsook de wijze waarop alle procedures, voor het hof van assisen, voor de kamer van inbeschuldigingstelling en voor het Hof van Cassatie op elkaar moeten worden afgestemd.

De bepaling moet in het licht van deze opmerkingen opnieuw grondig worden onderzocht.

⁽⁴⁰⁾ Artikel 153 van het ontwerp heft artikel 335*bis* van het Wetboek van Strafvordering op.

⁽⁴¹⁾ Over het voorstel dat de wet van 16 januari 2009 geworden is, is door de afdeling Wetgeving van de Raad van State geen advies uitgebracht.

E. Wet van 15 mei 1838 op de jury

De Raad van State vestigt de aandacht van de wetgever op het feit dat de artikelen 18 tot 25 van de wet van 15 mei 1838 de beraadslagingen van de jury regelt.

Het is wenselijk deze bepalingen op te nemen in het Wetboek van Strafvordering en de voornoemde wet van 15 mei 1838 op te heffen.

IV. Bijzondere opmerkingen

Artikel 5

(ontworpen artikel 31 van het Strafwetboek)

1. In verband met het beginsel van een automatisch verval van rechten, wordt verwezen naar advies 41.593/2, gegeven op 22 november 2006 over een voorontwerp van wet betreffende de schorsing en de uitsluiting van het kiesrecht en van de rechten bedoeld in artikel 31 van het Strafwetboek in geval van strafrechtelijke veroordeling ⁴².

2. Onder dat voorbehoud dient het volgende te worden opgemerkt.

Ontworpen artikel 31, 4/, van het Strafwetboek bepaalt:

"Bij alle arresten van veroordeling tot levenslange opsluiting of levenslange hechtenis en bij alle arresten of vonnissen tot opsluiting voor een termijn van tien tot vijftien jaar of een langere termijn wordt tegen de veroordeelden levenslange ontzetting uitgesproken van het recht om:

[...]

4/ gezworene [...] te zijn."

⁽⁴²⁾ *Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, nr. 51-3005/4.

Deze ontzetting van het recht om gezworene te zijn is overbodig in het licht van het ontworpen artikel 217, 5/, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 201 van het ontwerp), dat bepaalt dat men geen strafrechtelijke veroordeling mag hebben opgelopen tot een gevangenisstraf van meer dan vier maanden of tot een werkstraf van meer dan zestig uur om op de lijst van de gezworene te worden ingeschreven.

In artikel 31, 4/, van het Strafwetboek behoort "gezworene of" geschrapt te worden.

Artikel 13

(ontworpen artikel 179 van het Wetboek van Strafvordering)

1. Krachtens het ontworpen artikel 179, tweede lid, 1/, van het Wetboek van Strafvordering behoort artikel 347bis van het Strafwetboek tot de bevoegdheid van de correctionele rechtbank wanneer de gijzeling voor de gegijzelden geen andere gevolgen heeft dan een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, ongeacht de leeftijd van de gegijzelde persoon. Om de reikwijdte van die bepaling goed te begrijpen, moet er blijkbaar met een argument *a fortiori* van uit worden gegaan dat gijzelingen die niet hebben geleid tot enig bijzonder gevolg vermeld in artikel 347bis, § 4, van het Strafwetboek eveneens onder de bevoegdheid van de correctionele rechtbank ressorteren.

Deze bepaling zou in duidelijker bewoordingen moeten worden gesteld teneinde elke dubbelzinnigheid weg te nemen.

2. In het ontworpen tweede lid, onderdeel 2/, van de Franse tekst dient "incapacité" te worden geschreven in plaats van "capacité".

3. Het ontworpen tweede lid, onderdelen 3/ en 6/, is gesteld naar het voorbeeld van artikel 2, derde lid, onderdelen 4/ en 7/, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, maar met toevoeging van de verwijzing naar de verzwarende omstandigheden vermeld in respectievelijk de artikelen 514bis en 377bis van het Strafwetboek, welke bepalingen in dat Wetboek zijn ingevoegd bij de artikelen 39 en 33 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

.../...

Zoals de ontworpen bepalingen gesteld zijn, blijkt niet duidelijk of ze ertoe strekken, zoals aangenomen kan worden, om een extra geval op te geven waarin een gedrag dat bij de vermelde bepalingen strafbaar wordt gesteld, onder de bevoegdheid van de correctionele rechtbank valt, dan wel of die bepalingen integendeel tot doel hebben om van de vermelde verzwarende omstandigheden een bijkomende voorwaarde te maken voor het toekennen aan die rechtbank van de bevoegdheid inzake de daarin vermelde misdaden.

De redactie zou moeten worden herzien teneinde elke dubbelzinnigheid te vermijden.

Artikel 31

(ontworpen artikel 231 van het Wetboek van Strafvordering)

1. Artikel 230, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering, zoals die bepaling voortkomt uit de wijzigingen die daarin bij artikel 30 van het ontwerp worden aangebracht, luidt als volgt:

"Indien de kamer van inbeschuldigingstelling oordeelt dat de verdachte moet worden verwezen naar een politierechtbank of naar een correctionele rechtbank, spreekt zij de verwijzing uit en wijst de rechtbank aan die van de zaak kennis moet nemen".

Het ontworpen artikel 231, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering (artikel 31 van het ontwerp) luidt als volgt:

"Indien het een feit betreft dat behoort tot de bevoegdheid van het hof van assisen, en de kamer van inbeschuldigingstelling voldoende bezwaren aanwezig acht om de inbeschuldigingstelling te wettigen, verwijst zij de in verdenking gestelde naar het hof van assisen".

In deze bepaling wordt geen rekening gehouden met de mogelijkheid van "correctionalisering" die geboden wordt door artikel 2 van de voormelde wet van 4 oktober 1867. Deze bepaling behoort *in fine* dan ook te worden aangevuld met de woorden "onder voorbehoud van de toepassing van artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden".

.../...

2. Gelet op de parlementaire stukken⁴³ dient het ontworpen artikel 231, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering zo begrepen te worden dat er geen rechtsmiddel kan worden ingesteld tegen de verwijzing naar hetzij een hof van assisen samengesteld uit een voorzitter, hetzij een hof van assisen samengesteld uit een voorzitter en twee assessoren. Overeenkomstig ontworpen artikel 251 van het Wetboek van Strafvordering (artikel 45 van het ontwerp) hebben de procureur-generaal en de andere partijen het recht een voorziening in cassatie in te stellen tegen het arrest van verwijzing naar het hof van assisen.

Dit zou best verduidelijkt worden.

3. Aangezien bij artikel 31 wijzigingen worden aangebracht in artikel 231, eerste en derde lid, van het Wetboek van Strafvordering, kan het nuttig zijn twee louter vormelijke wijzigingen aan te brengen in artikel 231, tweede lid, door de woorden "het misdrijf" te vervangen door de woorden "de misdaad" en de woorden "het hof" te vervangen door de woorden "de kamer van inbeschuldigingstelling".

Artikel 32

(ontworpen artikel 232 van het Wetboek van Strafvordering)

Ter voorkoming van elke moeilijkheid bij het toepassen van het ontworpen artikel 232 van het Wetboek van Strafvordering, in het bijzonder wat de beklaagde betreft, zou deze tekst verbeterd kunnen worden:

- door het uiterste ogenblik te vermelden waarop keuze van woonplaats moet worden gedaan⁴⁴;

(43) Verslag namens de commissie voor de Justitie van de Senaat, *Parl. St.*, Senaat, 2008-2009, nr. 4-924/4, blz. 154.

(44) Tijdens de werkzaamheden in de commissie voor de Justitie van de Senaat heeft de Minister van Justitie erop gewezen "dat de woonstkeuze in dit artikel plaatsvindt op het ogenblik van de verwijzing door de kamer van inbeschuldigingstelling naar het hof van assisen. Kort daarna is er de preliminaire zitting. Als men de woonstkeuze dan wil veranderen, heeft men zelf een meldingsplicht" (*Parl. St.*, Senaat, 2008-2009, nr. 4-924/4, 168).

- door te vermelden bij welke persoon - aangeduid bij zijn naam of bij zijn hoedanigheid - keuze van woonplaats wordt gedaan ⁴⁵;
- door erop te wijzen dat deze regel niet alleen geldt voor de procedure voor het hof van assisen maar ook voor de beroepsprocedures ⁴⁶;
- door de tekst van de laatste zin, "Elke wijziging van woonplaats wordt bij aangetekend schrijven aan de procureur-generaal medegedeeld", te vervangen door de volgende bewoordingen, die nauw aansluiten bij die van het arrest van het Hof van Cassatie van 11 april 2000 ⁴⁷: "Elke betekening wordt geldig op de gekozen woonplaats gedaan, zolang de partij niet bij ter post aangetekende brief met ontvangstmelding aan de procureur-generaal een wijzigingsbericht doet geworden" ⁴⁸.

Ten slotte heeft de tekst betrekking op de partij die haar woonplaats niet in België heeft maar daarin wordt geen rekening gehouden met de partij die een verblijfplaats in België zou hebben, dat wil zeggen "iedere andere vestiging, zoals de plaats waar de persoon kantoor houdt of een handels- of nijverheidszaak drijft" (artikel 36, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek). Wat dient er bijvoorbeeld te gebeuren wanneer de beklaagde die geen woonplaats in België heeft in België gedetineerd is ?

(45) Er behoort te worden opgemerkt dat geen keuze van woonplaats kan worden gedaan bij het parket (zie in deze zin V. d'HUART, "Le domicile", *Rép. not.*, deel I, L. VII, nr. 89).

(46) Zie, wat het gemene recht betreft, Cass., 30 mei 2003, www.cass.be en de gedeeltelijk andersluidende conclusie van advocaat-generaal DUBRULLE; *Verslag van het Hof van Cassatie*, 2003, II, blz. 331; *R.W.*, 2003-2004, blz. 974 en noot A. SMETS: "Hoe speciaal is keuze van woonplaats".

(47) "Wanneer een beklaagde voor betekeningen keuze van woonplaats heeft gedaan, wordt de betekening [...] om hem voor de strafrechter te dagvaarden, geldig op die gekozen plaats gedaan, zolang hij niet bij ter post aangetekende brief een wijzigingsbericht aan het openbaar ministerie doet geworden" (Cass., 11 april 2000, P.99117.N en P.00.0062.N, www.cass.be).

(48) Voorgesteld wordt om ook een ontvangstmelding verplicht te stellen om met meer zekerheid te kunnen vaststellen op welke datum de betekening geacht moet worden ten aanzien van de geadresseerde gedaan te zijn (artikel 53bis, 1/, van het Gerechtelijk Wetboek).

Artikel 45

(ontworpen artikel 251 van het Wetboek van Strafvordering)

Het ontworpen artikel 251 van het Wetboek van Strafvordering, waarbij aan de procureur-generaal, de inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij de mogelijkheid wordt geboden een voorziening in cassatie in te stellen tegen het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling waarbij de zaak naar het hof van assisen wordt verwezen, is op dit punt weliswaar niets meer dan een overname van de tekst van artikel 292 van het Wetboek van Strafvordering, maar het houdt daarentegen een vernieuwing in voorzover daarbij wordt bepaald dat de termijn om een voorziening in te stellen ingaat de dag dat het arrest wordt uitgesproken. In het huidige artikel 292 wordt integendeel bepaald dat de termijn ingaat de dag waarop het arrest betekend wordt.

Deze hervorming kan wat de inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij betreft, alleen worden aanvaard als de beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling op de vastgestelde datum wordt uitgesproken en als de partijen die datum kennen. Dat is wat bepaald wordt in het ontworpen artikel 219 van het Wetboek van Strafvordering (artikel 22 van het ontwerp).

Artikel 48

In de Franse tekst dient, zoals in de Nederlandse tekst, te worden geschreven "après l'article 253" in plaats van "après l'article 254".

Artikel 51

(ontworpen artikel 255 van het Wetboek van Strafvordering)

Er behoort te worden opgemerkt dat de aanvullende onderzoeksdaden waarvan in het ontworpen artikel 255 van het Wetboek van Strafvordering sprake is door de voorzitter alleen kunnen worden bevolen met naleving van het accusatoire karakter (en inzonderheid van het contradictoir karakter) van de rechtspleging, aangezien bij deze bepaling een fase van de vonnisprocedure wordt geregeld. Daarenboven dient de voorzitter onpartijdig te blijven zoals hij dat gedurende de volledige procedure moet zijn.

.../...

Zo niet, wordt voorbijgegaan aan het recht op een eerlijk proces waarover de beschuldigde krachtens artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens beschikt.

Artikel 55

Afdeling 2 waarvan in artikel 55 sprake is, maakt deel uit van hoofdstuk V en niet van hoofdstuk IV van boek II, titel II, van het Wetboek van Strafvordering.

Deze verschrijving dient te worden weggewerkt.

Artikelen 76 en 77

(ontworpen artikelen 275 en 276 van
het Wetboek van Strafvordering)

Zoals in de huidige tekst van de artikelen 294 en 295 van het Wetboek van Strafvordering, zou het eerste lid van het ontworpen artikel 276 artikel 275 van het Wetboek van Strafvordering moeten worden, terwijl het ontworpen artikel 275 van het Wetboek artikel 276, eerste lid, ervan zou moeten worden, waarbij de redactie van het tweede lid van artikel 276 dienovereenkomstig zou moeten worden aangepast ("Bij niet-naleving van deze termijn ...").

Artikel 79

(ontworpen artikel 278 van het Wetboek van Strafvordering)

Wat de getuigen betreffende de feiten betreft, wordt in het ontworpen artikel 278, § 2, vierde lid, van het Wetboek van Strafvordering het volgende bepaald:

"in elk geval [worden] een of meer verantwoordelijken voor het opstellen van de chronologische synthese van de eerste vaststellingen, het verloop van het onderzoek en het overzicht van de feiten, opgenomen op de lijst van getuigen".

In deze bepaling wordt niet gepreciseerd wie die "verantwoordelijken" zijn. Hetzelfde geldt voor het vijfde lid van dezelfde bepaling, waarin evenmin wordt aangegeven wie de "verantwoordelijken" voor het opstellen van het moraliteitsonderzoek

.../...

zijn. Bovendien is voor de begrippen "de chronologische synthese van de eerste vaststellingen" en "het overzicht van de feiten" geen enkele definitie te vinden in de wet.

Teneinde elke controverse in verband met die "verantwoordelijken" te vermijden, zou het dispositief duidelijker zijn als het woord "verantwoordelijken" zou worden vervangen door de woorden "de onderzoeksrechter en de belangrijkste onderzoekers".

Artikel 96

(ontworpen artikel 288 van het Wetboek van Strafvordering)

De ontworpen eerste zin luidt als volgt:

"Zijn er niet voldoende gezworenen aanwezig, dan loot de voorzitter overeenkomstig de artikelen 238 en 239 van het Gerechtelijk Wetboek, zoveel gezworenen uit als hij bepaalt."

Artikel 238, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de voorzitter van het hof van assisen de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg gelast een bijkomend aantal namen dat hij vaststelt te doen uitloten.

De vraag rijst of het de bedoeling is dat het ontworpen artikel 288 verwijst naar de procedure waarbij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg handelend dient op te treden dan wel of daarbij aan de voorzitter van het hof van assisen de zorg wordt gelaten om zelf alle verrichtingen te doen door een toepassing bij analogie van die procedure.

Het ontwerp dient op dit punt te worden verduidelijkt.

Artikel 97

(ontworpen artikel 289 van het Wetboek van Strafvordering)

In de ontworpen paragraaf 3 wordt voorgesteld dat niet meer dan twee derde van de leden van de jury van hetzelfde geslacht mogen zijn.

.../...

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe die bepaling zal kunnen worden toegepast, aangezien de gezworenen op basis van één enkele lijst bij loting worden getrokken en aangezien het wrakingsrecht, telkens als de naam van een gezworene bij loting wordt getrokken, potentieel kan worden uitgeoefend.

Artikel 114

(ontworpen artikel 303 van het Wetboek van Strafvordering)

Krachtens het ontworpen artikel 303, § 1, 5/, van het Wetboek van Strafvordering worden echtgenoten, zelfs na de scheiding of echtscheiding, en wettelijk samenwonenden, zelfs nadat zij hun wettelijke samenwoning hebben beëindigd, niet toegelaten om te getuigen.

Feitelijk samenwonenden worden niet vermeld in deze bepaling.

Ook al is het niet altijd makkelijk feitelijke samenwoning vast te stellen, toch vraagt de Raad van State zich af of de reden die ten grondslag heeft gelegen aan de uitsluiting van de getuigenissen van echtgenoten en wettelijk samenwonenden niet ook geldt voor feitelijk samenwonenden.

Artikel 118

(ontworpen artikel 307 van het Wetboek van Strafvordering)

In de Franse versie van het ontwerp moet het begin van de tweede zin van het ontworpen artikel 307 van het Wetboek van Strafvordering als volgt worden gesteld:

"Les citations faites à la requête de l'accusé et de la partie civile conformément à l'article 306 sont à leurs frais, ...".

Artikel 130

(ontworpen artikel 316 van het Wetboek van Strafvordering)

De verwijzing naar artikel 282, § 2, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering aan het einde van het tweede lid van het ontworpen artikel 316 is niet juist.

Ze zou moeten worden rechtgezet door een verwijzing naar artikel 281, § 2, tweede lid, van het Wetboek.

Artikel 142

(ontworpen artikel 326 van het Wetboek van Strafvordering)

1. In het ontworpen eerste lid staat dat de voorzitter aan de gezworenen onder meer "de processen-verbaal die het misdrijf vaststellen, en de processtukken, met uitzondering van de schriftelijke, onder eed afgelegde verklaringen van de getuigen" overhandigt.

De wetgever wordt erop attent gemaakt dat in het huidige artikel 341 van het Wetboek van Strafvordering de bewoordingen "schriftelijke verklaringen van de getuigen" worden gebruikt en niet de bewoordingen "schriftelijke, onder eed afgelegde verklaringen van de getuigen".

2. Krachtens het ontworpen artikel 326, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering moet de voorzitter van het hof van assisen de gezworenen waarschuwen dat volledig anonieme getuigenissen, alsook verklaringen die tijdens een teleconferentie zijn afgelegd slechts in aanmerking kunnen worden genomen als bewijs voor de schuld van de beschuldigde op voorwaarde dat ze in afdoende mate steun vinden in andere bewijsmiddelen.

Uit de verwijzing naar het ontworpen artikel 298, § 5, van het Wetboek van Strafvordering (artikel 109 van het ontwerp) lijkt te kunnen worden opgemaakt dat voor getuigenissen die via een videoconferentie of een gesloten televisiecircuit zijn verkregen zulks alleen geldt wanneer het beeld en de stem van de getuige zijn vervormd. De tekst bevat echter ook een verwijzing naar het ongewijzigde artikel 112 van hetzelfde Wetboek dat betrekking heeft op getuigenissen die tijdens de onderzoeksfase via videoconferentie

.../...

of via een gesloten televisiecircuit zijn verkregen. Volgens diezelfde bepaling wordt de bewijskracht van die verhoren echter niet afhankelijk gesteld van het feit dat ze in afdoende mate steun vinden in andere bewijsmiddelen ⁴⁹ ⁵⁰. Een dergelijke gemeenrechtelijke regel is gewettigd aangezien de rechters en de partijen een getuige gezien en gehoord hebben wiens identiteit zij kennen. De verwijzing naar artikel 112 van het Wetboek van Strafvordering kan aanleiding geven tot verwarring, want ze zou ten onrechte de indruk kunnen wekken dat de getuigenis afgelegd via een videoconferentie of een gesloten televisiecircuit een verminderde bewijskracht heeft, zelfs als het beeld en de stem niet zijn vervormd.

Die moeilijkheden lijken alleen te kunnen verholpen door de verwijzing naar artikel 112 van het Wetboek te schrappen.

Artikelen 151 en 152

(ontworpen artikelen 334 en 335 van het Wetboek van Strafvordering)

1. Het ontworpen artikel 335 van het Wetboek van Strafvordering (artikel 152 van het ontwerp), dat betrekking heeft op de vraag of de beschuldigde schuldig dan wel onschuldig is, moet vóór het ontworpen artikel 334 van hetzelfde Wetboek (artikel 151 van het ontwerp) komen, dat betrekking heeft op de motivering betreffende die schuld of die onschuld.

⁽⁴⁹⁾ Vgl. de ongewijzigde artikelen 112, § 6, en 112bis, § 6, van het Wetboek van Strafvordering die respectievelijk betrekking hebben op het horen via videoconferentie en via een gesloten televisiecircuit en het horen via teleconferentie: in tegenstelling tot artikel 112, § 6, bepaalt artikel 112bis, § 6: "De via een teleconferentie afgelegde verklaringen kunnen door de vonnisrechter slechts in aanmerking genomen worden als bewijs op voorwaarde dat zij in afdoende mate steun vinden in andersoortige bewijsmiddelen".

⁽⁵⁰⁾ C. VANDEN WYNGAERT, *Strafrecht, strafprocesrecht en internationaal strafrecht*, Antwerpen, Maklu, 2006, blz. 941.

2. Onder dat voorbehoud zou het beter zijn de tweede en de derde zin van het ontworpen artikel 335 van het Wetboek van Strafvordering als volgt te vervangen:

"Als het hof enkel uit de voorzitter bestaat, wordt de beschuldigde vrijgesproken als de voorzitter het standpunt van de meerderheid van de jury niet deelt".

Artikel 154

(ontworpen artikel 335 van het Wetboek van Strafvordering)

Wat de Franse tekst betreft, plaatst de Raad van State een vraagteken bij het begrip "audience suivante". Zou het niet "la session suivante" moeten zijn ?

Artikel 155

(ontworpen artikel 337 van het Wetboek van Strafvordering)

De ontworpen tekst voorziet in de voorlezing van "het arrest", maar niet van de verklaring van de jury voorgeschreven bij de ontworpen artikelen 332 en 333 van het Wetboek van Strafvordering (artikelen 149 en 150 van het ontwerp).

Die leemte moet worden weggewerkt, behalve als de verklaring in het arrest staat; in dat geval moet het ontwerp in die zin worden aangevuld.

Artikel 190

(ontworpen artikel 363 van het Wetboek van Strafvordering)

Gelet op het ontworpen tweede lid zijn de woorden "of bij het gerechtelijk arrondissement Brussel" op het einde van het ontworpen eerste lid irrelevant, aangezien het hof van assisen van dat arrondissement noodzakelijkerwijs op dezelfde plaats zitting houdt als het hof van beroep te Brussel.

Die woorden moeten vervallen.

.../...

Artikel 196

(ontworpen artikel 92, § 1, eerste lid, 8/, van het Gerechtelijk Wetboek)

Het nieuwe artikel 92, § 1, eerste lid, 8/, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de kamer van de correctionele rechtbank die moet oordelen over daders van misdaden waarop een straf van meer dan twintig jaar opsluiting staat, voortaan altijd samengesteld zal zijn uit drie rechters.

Dat voorschrift geldt zowel voor de misdaden genoemd in het nieuwe artikel 2, eerste lid, 1/ tot 9/, van de voornoemde wet van 4 oktober 1867 (artikel 218 van het ontwerp) wanneer deze bij beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling door aanvaarding van de verzachtende omstandigheden of van een verschoningsgrond in het voordeel van de in verdenkinggestelde naar de correctionele rechtbank worden verwezen, als voor de misdaden genoemd in het nieuwe artikel 179, tweede lid, 1/ tot 8/, van het Wetboek van Strafvordering (artikel 13 van het ontwerp), die rechtstreeks onder de bevoegdheid van de correctionele rechtbank vallen ⁵¹.

Artikel 197

(ontworpen artikel 115, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek)

In de Franse versie schrijve men, zoals in de Nederlandse versie, "ou dans l'arrondissement".

Artikelen 201 en 207

(ontworpen artikelen 217 en 231, d), van het Gerechtelijk Wetboek)

Verwezen wordt naar de opmerkingen gemaakt bij artikel 5 van het ontwerp.

⁽⁵¹⁾ Wat dat betreft wordt verwezen naar opmerking 2 gemaakt in algemene opmerking A.2.5.

Artikel 206

(ontworpen artikel 224 van het Gerechtelijk Wetboek)

De referendarissen bij het Grondwettelijk Hof en de referendarissen bij het Hof van Cassatie beschikken krachtens de artikelen 479 en 483 van het Wetboek van Strafvordering over het voorrecht van rechtsmacht.

De vraag rijst of ze niet ook opgenomen moeten worden in de lijst met personen die weggelaten worden op de voorbereidende lijst waarvan sprake in artikel 224 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 218

(ontworpen artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden)

1. Er is geen reden om aan het begin van de inleidende zin van het ontworpen eerste lid te bepalen dat de mogelijkheid voor de kamer van inbeschuldigingstelling om verzachtende omstandigheden of een verschoningsgrond te aanvaarden niet geldt voor "de gevallen bepaald in artikel 179, tweede lid, 1/ tot 8/ van het Wetboek van Strafvordering", vermits de misdaden genoemd in de laatstgenoemde bepaling, krachtens de bepaling zelf, van rechtswege berecht worden door de correctionele rechtbank.

Het ontworpen artikel 2 van de voornoemde wet van 4 oktober 1867 mag dus beginnen met de woorden "De kamer van inbeschuldigingstelling kan ...".

2. In het eerste lid, 6/, lijkt het volgende geschreven te moeten worden:

"als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 472 van het Strafwetboek, die overeenkomstig artikel 473, derde lid, van hetzelfde wetboek, bestraft wordt met twintig tot dertig jaar opsluiting wanneer de diefstal met geweld andere gevolgen heeft dan blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid".

.../...

3. In de Nederlandse tekst van het eerste lid, onderdelen 2/ tot 9/ vervangen telkens het woord "bepaald" door het woord "bedoeld".

L'assemblée générale de la section de législation était composée de

De algemene vergadering van de afdeling wetgeving was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

premier président du Conseil d'État,
eerste voorzitter van de Raad van State,

P. LEWALLE,
P. VANDERNOOT,
J. VAN NIEUWENHOVE,
B. THYS,
P. BARRA,

conseillers d'État,
staatsraden,

H. COUSY,
H. BOSLY,
G. de LEVAL,
L. DENYS,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A. BECKERS,

greffier,
griffier,

Monsieur
de Heer

M. FAUCONIER,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Les rapports ont été rédigés par
M. A. LEFEBVRE, premier auditeur et
Mme N. VAN LEUVEN, auditeur adjoint.

De verslagen werden uitgebracht door de
H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur en
Mevr. N. VAN LEUVEN, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. VANDERNOOT.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER

A. BECKERS

R. ANDERSEN